

**AUX ORIGINES
DE LA NOUVELLE HISTOIRE EN FRANCE :
L'ÉVOLUTION INTELLECTUELLE
ET LA FORMATION DU CHAMP
DES SCIENCES SOCIALES
(1880-1930)**

Laurent MUCCHIELLI

RÉSUMÉ : Marquée à juste titre par le mouvement des *Annales*, l'historiographie française a intériorisé l'idée qu'avant 1929 dominait ce que Henri Berr avait stigmatisé sous le nom d'« histoire traditionnelle » : une histoire politique et individualiste ne tenant pas compte des déterminations collectives, sociales ou mentales. La fameuse *Introduction aux études historiques* de Langlois et Seignobos (1898) serait l'expression de ce « positivisme » qu'aurait initié Gabriel Monod, fondateur de la *Revue historique* en 1876. Cette vision traditionnelle de l'histoire de la discipline est globalement remise en cause dans cet article qui montre que les années 1870-1930 sont au contraire un moment central dans l'historiographie tant au plan institutionnel qu'au plan intellectuel, qui nous intéresse surtout ici. C'est en effet dès cette époque que s'est cristallisée l'aspiration à faire de l'histoire une science sociale, ce qui se comprend aisément dès lors qu'on contextualise cette histoire et que l'on replace cette discipline dans l'ensemble du champ des sciences sociales. Les années 1890-1914 voient même se développer fortement une histoire économique et une histoire sociale. 1929 apparaît alors moins comme une révolution que comme une accélération dans une direction déjà marquée.

SUMMARY : *Justly marked by the Annales movement, French historiography made its own the idea that before 1929 there was dominant what Henri Berr had stigmatized by the name of « traditional history » : a political and individual history which did not take into account collective, social or mental determinants. The famous Introduction aux études historiques by Langlois and Seignobos (1898) was thought to be the expression of that « positivism » which was supposedly initiated by Gabriel Monod, founder of the Revue historique in 1876. This traditional view of the history of that discipline is globally placed into question in this article which shows that the years 1870-1930 represent, on the contrary, a central moment in the historiography both on an institutional level and an intellectual one, which is our special concern here. It is indeed in this period that was cristallized the aspiration to transform history into a social science, which is easily understood once we examine the context of that history and we replace this discipline in the general field of the social sciences. In the years 1890-1914 there is even a strong development of an economic and a social history. 1929 appears, then, less like a revolution than an acceleration toward an already clear-cut direction.*

Revue de synthèse : 4^e S. N^o 1, janv.-mars 1995.

Une des toutes premières occurrences de l'expression « Nouvelle Histoire » se trouve chez Henri Berr qui, en 1919 puis en 1930, se réjouit que le mouvement intellectuel qu'il anime depuis le tout début du siècle avec sa *Revue de synthèse historique* se dessine également très nettement en Italie avec le lancement de la *Nuova rivista storica* (1917) et aux États-Unis où l'on parle également de la « New History »¹. En effet, les historiens de cette génération avaient déjà un sentiment très vif de l'insuffisance de l'histoire politique traditionnelle. Écoutons, par exemple, l'historien Prosper Boissonnade en 1902 :

« Si l'histoire générale, politique, militaire, diplomatique, grâce au travail de plusieurs siècles, tend à s'achever presque sous nos yeux, si celle des institutions administratives et religieuses se constitue lentement au point qu'on aperçoit déjà prochain son achèvement, il n'en est pas de même des recherches relatives à l'organisation économique et sociale [...]. Il appartiendra à la génération historique nouvelle, mieux outillée et plus favorisée, de constituer ces études jeunes encore »².

Ce témoignage, ainsi que les dizaines d'autres que nous ferons sortir de l'oubli, montrent clairement que c'est au tournant des XIX^e et XX^e siècles que s'est cristallisée en France la volonté de bâtir une histoire davantage axée sur l'économique et le social, une histoire s'attachant plus aux régularités et aux phénomènes de masses qu'aux contingences liées aux destinées individuelles.

Une telle affirmation serait sans doute considérée comme un lieu commun aux États-Unis ou en Italie où on connaît assez bien et depuis longtemps l'historiographie française³, elle peut pourtant apparaître en France comme une relative découverte. En effet, c'est pour nous un constat objectif que la réussite de l'École des *Annales* a peu à peu éclipsé, ou du moins relégué à l'arrière-plan, le rôle des générations précédentes⁴. La leçon

1. Pour plus de précisions sur les textes cités dans cet article, se reporter à la Bibliographie p. 88-98. Ici BERR, 1919 et 1931.

2. BOISSONNADE, 1902, p. 370.

3. Cf., par ex., SIEGEL, 1965; KEYLOR, 1975; ALLEGRA et TORRE, 1977; CEDRONIO, 1977.

4. Il semble opportun de faire ici deux mises au point. Tout d'abord, depuis une dizaine d'années il s'est publié sur l'École des *Annales*, à des fins plus ou moins polémiques et en tous cas presque toujours partisans, un certain nombre de travaux dont nous tenons à nous distinguer très clairement : nos prétentions sont strictement et rigoureusement historiques. C'est d'ailleurs pourquoi il nous faut également nous démarquer des travaux entrepris par des membres des *Annales* qui n'ont pas véritablement levé le voile qui recouvre la période dont nous allons traiter en estimant qu'elle constituait simplement « une sorte de préhistoire théorique des Annales » (BURGUIÈRE, 1983, p. 333) et donc en maintenant l'idée que ces dernières constitueraient une rupture dans l'histoire des sciences sociales. Voir aussi BURGUIÈRE, 1986; DUMOULIN, 1986; POMIAN, 1986; REVEL, 1979.

d'ouverture de Lucien Febvre au Collège de France en est une bonne illustration. Il vient d'être nommé⁵ titulaire de la chaire importante intitulée « Histoire de la civilisation moderne » mais il annonce à ses auditeurs qu'il la considère comme une chaire d'« Histoire générale et de méthode historique appliquée aux temps modernes ». Cette « traduction personnelle » lui permet de comparer sa chaire à celle du même nom qui fut supprimée par le Collège de France en 1892 à la mort d'Alfred Maury. Il peut ainsi mettre en parallèle les deux dates (1892-1933) et poser le principe qu'entre les deux on ne fit point de bonne histoire⁶. « L'histoire s'endormait dans ses certitudes. Elle s'arrêtait dans sa marche. Elle redisait, répétait, reprenait ; elle ne recréait plus. Et chaque année qui passait donnait à sa voix, un peu plus, le son cavernieux d'une voix d'outre-tombe », écrivait-il encore en 1941⁷. Sans doute à ce moment-là l'effervescence du tournant du siècle avait-elle perdu de son intensité (comme le remarquait aussi Seignobos⁸) mais les propos de Febvre étaient infondés pour les années 1880-1920. Ils sont pourtant restés. De fait, aujourd'hui, dans tous les livres d'histoire de l'histoire on se souvient certes d'Henri Berr, on cite encore parfois le nom de Paul Lacombe, mais ces hommes sont présentés comme des ancêtres isolés, des esprits éclairés au sein d'une époque obscure dominée par le seul souci de la méthode (on parle d'« école méthodique ») et par un « positivisme » qu'au prix d'un contresens et d'un anachronisme étonnants on définit globalement comme une étroitesse de vue érigée en vertu.

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les historiens des sciences sociales ne se soient pas précipités sur cette période. En réalité, au plan historiographique, pour s'informer sur cette génération les auteurs de manuels puisent principalement dans la thèse de Charles-Olivier Carbonell⁹. Or, sans en expliquer les raisons, cet auteur arrêta son importante étude en 1885, soit au moment précis où les signes de l'évolution que nous allons décrire commençaient à se manifester. Enfin, le colloque de 1983 intitulé « Au berceau des Annales » n'ayant guère modifié cette vision glo-

5. En 1929, Bloch et Febvre étaient-ils « isolés et minoritaires dans leur propre discipline » (BURGUIÈRE, 1983, p. 335) ? On peut déjà en douter. En 1933, Febvre est élu sans difficulté au Collège de France et Bloch l'aurait certainement été lui aussi si, suite à la crise économique, le gouvernement n'avait pas réduit drastiquement les crédits du Collège de France après 1934 (CHARLE et DELANGLE, 1986). De surcroît, le lancement des *Annales* fut très bien accueilli et ses directeurs n'eurent aucun mal à former leur comité de rédaction.

6. FEBVRE, 1933a.

7. FEBVRE, 1941b, p. 24.

8. « J'ai l'impression que depuis un quart de siècle à peu près, le travail de pensée sur la méthode historique, très actif depuis 1880 et surtout 1890, a atteint un point mort », écrivait Charles Seignobos en juin 1941, dans une lettre à Ferdinand Lot (cité par BURGUIÈRE, 1983, p. 333).

9. CARBONELL, 1976a.

bale, tout concourait à ce que l'hiatus suggéré par Lucien Febvre soit tenu pour authentique.

Quelle histoire existait donc avant les *Annales*? C'est à cette question que nous voudrions commencer à répondre en apportant un certain nombre d'éléments nouveaux concernant en particulier les années 1885-1914 qui nous paraissent constituer le moment décisif¹⁰. Notre analyse se développera en quatre temps : par quelques éclairages particuliers nous proposerons une ré-interprétation globale de l'histoire dite « positiviste » (I); ensuite nous verrons comment l'histoire fut progressivement prise dans le champ des sciences sociales naissant (II), puis nous nous efforcerons de mettre à jour les débats et les auteurs qui consacrèrent l'aspiration à une histoire économique et sociale (III), enfin nous nous interrogerons sur quelques structures intellectuelles globales de ce mouvement scientifique (IV).

I. — UNE HISTOIRE « POSITIVISTE »

« Méthode », « positivisme », « scientisme », « culte du fait », « étroitesse d'esprit »..., tels sont les termes généralement employés pour qualifier la génération d'historiens de la Belle Époque. On met alors en exergue des textes de Fustel de Coulanges, Gabriel Monod, Camille Jullian ou Charles Seignobos, où l'on trouve en effet des hymnes à la preuve, au document, au fait. Mais que sont des documents sans leurs contextes? Comment juger la signification d'un usage intellectuel sans tenter de saisir l'univers mental et le champ social dans lesquels il s'inscrit?

Contextualiser un usage intellectuel.

L'usage systématiquement revendiqué de l'érudition scientifique doit d'abord se comprendre dans le processus de professionnalisation de la discipline historique¹¹. Le mouvement était engagé depuis la fin du Second Empire, grâce aux efforts de Victor Duruy (historien et ministre de l'Instruction publique de 1863 à 1869). Cet effort aboutit à la création de l'École pratique des hautes études en 1868. Le lancement de la *Revue critique d'histoire et de littérature* en 1866 y correspond aussi. Pourtant, en

10. Pour les besoins de la démonstration, nous étendrons cependant notre étude en amont (à partir de 1870) pour comprendre l'émergence du phénomène, et en aval (jusque dans les années 1930) pour suivre les prolongements du mouvement d'avant-guerre et pour mieux situer l'arrivée de Bloch et Febvre.

11. KEYLOR, 1975; NOIRIEL, 1990.

1870 encore, d'une part l'immense majorité des historiens étaient des amateurs, d'autre part, même dans le monde universitaire, l'histoire était encore subordonnée à la philosophie et à la littérature. C'est la Troisième République qui réalise d'un coup l'institutionnalisation de l'université littéraire et scientifique¹² et l'histoire est particulièrement à l'honneur par ses liens avec le pouvoir. Ainsi

« cette mutation sociologique se traduit également par une révision complète de la définition de "l'historique" et des moyens de l'appréhender. [...] L'engouement des historiens "positivistes" pour la "méthode critique" découle de cette volonté de rupture totale avec les historiens amateurs »¹³;

ajoutons avec les philosophes et, plus encore, avec les érudits catholiques.

En effet, il faut insister ici sur le poids de l'opposition intellectuelle et politique entre Science et Religion. En histoire plus encore qu'ailleurs — car la mémoire collective a toujours été un formidable enjeu politique — cléricaux et républicains se sont opposés durement jusqu'à la fin du siècle. Après l'échec de 1848 et le reflux républicain, l'école d'érudition catholique s'était considérablement renforcée¹⁴. Elle aboutit, en 1866, à la création de la *Revue des questions historiques* qui, sous couvert de la stricte érudition, était en réalité conçue par ses animateurs comme « un instrument de croisade, animée qu'elle fut, dès l'origine, de l'esprit de contre-réforme intellectuelle et morale »¹⁵. De plus, en 1875, selon les mots de Langlois,

« l'Enseignement supérieur de l'État avait subi un furieux assaut du parti clérical : l'Église avait essayé de lui faire concurrence en créant des "Universités catholiques" ; et les représentants et défenseurs de l'État laïque avaient été obligés de reconnaître à cette occasion que la situation de l'enseignement public n'était pas à l'abri de la critique »¹⁶.

Le poids de l'histoire religieuse ne doit donc pas être sous-estimé ; en 1870 encore, il occupe, principalement sous la forme hagiographique des biographies de saints et d'autres grands personnages, près d'un quart de la production historiographique globale¹⁷.

Enfin, il faut évoquer le rapport des historiens français à l'Allemagne pour voir que la référence systématique à la méthode et à l'érudition fonctionne aussi comme un usage culturellement déterminé. La défaite de 1870

12. KARADY, 1983 ; WEISZ, 1983.

13. NOIRIEL, 1990, p. 65-66.

14. DUMOULIN, 1992.

15. CARBONELL, 1976a, p. 333.

16. LANGLOIS, 1900, p. 135-136.

17. CARBONELL, 1976a, p. 95-111.

a accentué un processus qui est à la fois culturel (cette référence à l'Allemagne est une constante de la culture française au XIX^e siècle)¹⁸ et social (car cette référence est aussi utilisée pour appuyer les tentatives de réforme de l'enseignement supérieur menées activement sous le Second Empire)¹⁹. Après 1870, les élites intellectuelles françaises, dans leur grande majorité, réinterprétèrent la défaite en l'attribuant globalement à la rationalité allemande²⁰. Pour toute une génération, la science allemande devint un modèle et les historiens ne dérogeant pas à la règle²¹. Cet usage militant de l'érudition s'illustre très bien, par exemple, chez Fustel de Coulanges dans sa querelle avec Mommsen à propos de l'Alsace-Lorraine. Dans le champ français, il s'exprime aussi dans la querelle de prestige qui oppose le même Fustel à Monod dans les années 1876-1887²².

Le manifeste de Monod en 1876 : une relecture.

À la lumière de ce contexte, relisons à présent le document présenté par Carbonell (et, à sa suite, par tous les manuels) comme le manifeste du prétendu « positivisme » des historiens de l'époque : le programme de la *Revue historique* en 1876.

Gabriel Monod (1845-1912) était depuis peu directeur adjoint à l'École pratique des hautes études lorsqu'il décida, à trente ans, de lancer cette revue avec Gustave Fagniez. Le premier numéro s'ouvre sur un texte de Monod, long de trente-huit pages. Il est tout à fait étonnant de constater qu'on n'en cite toujours que les trois dernières consacrées à un plaidoyer en faveur de la bonne méthode, de la critique impartiale et du respect des documents²³. Or on ne crée pas une revue par hasard ; la signification de cette déclaration d'intention doit être questionnée : à qui Monod s'adresse-t-il lorsqu'il proclame « notre revue sera un recueil de science positive »²⁴ ? L'adversaire est nommé dans le texte : Monod veut se démarquer de la très catholique *Revue des questions historiques* à laquelle il reproche son engagement politique partisan. Il cherche donc à bien marquer son label d'historien professionnel, de scientifique impartial.

La lecture de ce document est un peu vite épuisée : que contiennent les trente-cinq premières pages du texte disparues de la critique ? Monod commence par rappeler le lent essor des études historiques et à louer le labeur des érudits depuis la Renaissance. Il examine ensuite les traditions laïques et ecclésiastiques de critique historique jusqu'au

18. ESPAGNE et WERNER, 1987.

19. WEISZ, 1977 ; KARADY, 1986.

20. DIGEON, 1959 ; CHARLE, 1988.

21. CARBONELL, 1976a, p. 495-568.

22. HARTOG, 1988, p. 97-107.

23. MONOD, 1876, p. 35-38.

24. *Ibid.*, p. 36.

xviii^e siècle. Enfin et surtout, il en arrive à la philosophie de l'histoire du siècle des Lumières. La critique-t-il sévèrement comme il était de coutume chez les archivistes ? C'est tout le contraire, il loue l'effort et les ambitions nouvelles :

« on cherche pour la première fois à rattacher les faits à des idées générales, on s'efforce de comprendre le développement de la civilisation et de ses lois. L'histoire universelle qui était restée depuis Bossuet enfermée dans le cadre étroit de la théologie devint pour l'esprit pénétrant de Voltaire, dans son *Essai sur les mœurs*, le sujet de considérations appuyées sur une science parfois fragile, mais dont la justesse et la profondeur souvent prophétique nous surprennent encore aujourd'hui »²⁵.

De même Montesquieu se voit qualifié de « représentant le plus éminent de cet esprit nouveau à la fois philosophique et politique appliqué à l'étude de l'histoire et de ses lois » qui « y apporte une élévation de pensée et une pénétration supérieure »²⁶. Pour Monod, c'est grâce à ces penseurs que,

« après les travaux des érudits et ceux des philosophes, l'histoire apparaissait comme la base, le centre et le but de toutes les sciences. Toutes devaient la servir et contribuer à éclairer ce qui fait *l'essence et l'intérêt véritable de l'histoire : le développement de l'humanité et de la civilisation* »²⁷.

On comprend ici le contresens et l'anachronisme qui sont fréquemment faits à propos du « positivisme ». Si Monod est positiviste, c'est que cet adjectif a une signification particulièrement forte à l'époque, il renvoie en réalité aux idées de Progrès et de Science dans leurs acceptions les plus fortes :

« au développement des sciences positives qui est le caractère distinctif de notre siècle, correspond, dans le domaine que nous appelons littéraire, le développement de l'histoire qui a pour but de soumettre à une connaissance scientifique, et même à des lois scientifiques, toutes les manifestations de l'être humain »²⁸.

C'est d'ailleurs en ce sens qu'il entend la référence à l'historiographie allemande :

« il serait bien injuste de s'imaginer comme on le fait quelquefois que la science allemande est dépourvue d'idées générales et se réduit à des recherches

25. *Ibid.*, p. 24.

26. *Ibid.*, p. 25.

27. *Ibid.*, p. 25 ; je souligne.

28. *Ibid.*, p. 26-27.

de curiosité érudite. Les idées générales y abondent au contraire, seulement ce ne sont pas des fantaisies littéraires, [...], ce sont des idées générales d'un caractère scientifique c'est-à-dire des généralisations de faits lentement et rigoureusement établies, ou des hypothèses destinées à expliquer les faits déjà connus et à servir à l'exploitation de faits encore obscurs. *C'est grâce à ces idées générales que les sciences historiques peuvent mériter réellement le nom de sciences, établir des bases solides et réaliser des progrès certains* »²⁹.

Ce texte n'est d'ailleurs lui-même pas isolé dans la production intellectuelle de Monod, nous aurons l'occasion d'y revenir. Pour l'heure, enregistrons simplement ce constat que Gabriel Monod n'est pas le prototype de l'érudite poussièreux allergique aux idées générales qu'on a toujours présenté. Sa revue est la première revue d'histoire générale laïque. Elle constitue en réalité, dans le domaine de l'histoire, un premier aboutissement du renouveau scientifique qui caractérise globalement la fin du Second Empire et les débuts de la Troisième République. Elle marque bien plutôt une étape dans le mouvement général qui va s'accélérer à partir de cette date.

II. — L'HISTOIRE PRISE DANS LE CHAMP DES SCIENCES SOCIALES À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

Une interrogation majeure traverse le XIX^e siècle : le rôle des masses et du poids des transformations économiques. Dans ces années 1870-1890, l'idée de Social apparaît bien comme une de ces idées qu'il faut penser « dans leur charge affective et émotionnelle autant que dans leur contenu intellectuel », « comme les mythes ou les complexes de valeurs, une de ces "forces collectives par quoi les hommes vivent leur temps" et donc une des composantes de la "psyché collective" d'une civilisation »³⁰. La question sociale, dont la traduction politique dans les divers socialismes n'est qu'un des multiples aspects, vient se poser sur le terrain des enjeux philosophiques suprêmes, à côté de la question du Progrès dans l'histoire. C'est avec cette ambition — traiter scientifiquement du sens de l'histoire — et face à cette nécessité — intégrer le social et l'économique — que les sciences sociales se sont institutionnalisées à la fin du XIX^e siècle. En effet, les historiens ne pouvaient pas ne pas répondre aux nouveaux défis philosophiques et méthodologiques qui ne tardèrent pas à leur être lancés dans cette optique.

29. *Ibid.*, p. 28-29; je souligne.

30. CHARTIER, 1983, p. 288.

Le défi statistique : les grands hommes et les masses.

On sait mieux depuis quelques années le rôle qu'ont joué dans le développement des sciences sociales le perfectionnement méthodologique et la croissance institutionnelle de la statistique à la fin du XIX^e siècle³¹. Pour ne parler que des plus influents, on sait que, dans les années 1840-1860, Quételet contribua fortement à répandre l'idée de mesure exacte des comportements de masse. On sait moins que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les statisticiens ont acquis des savoir-faire et ont bâti des projets intellectuels d'une ampleur considérable. La mesure ne fige pas seulement le présent, elle veut s'étendre à l'histoire. Témoin l'ouvrage d'Achille Guillard (1855), où s'exprime clairement « un projet initial à visée historique » : « la démographie est l'histoire naturelle et sociale de l'espèce humaine », elle restitue « le développement numérique de l'humanité »³². L'ambition est prolongée dans les années 1870-1900 par les Bertillon père et fils, Louis-Adolphe et Jacques. Mais c'est surtout sur un autre de ces statisticiens, bien oublié, que nous voudrions attirer l'attention.

Dans un livre étonnant, Paul Mougeolle formula en 1886 les problématiques nouvelles que faisaient naître en histoire les ambitions statistiques. Qui fait l'histoire ? Dans un chapitre significativement intitulé « La méthode biographique condamnée », Mougeolle suggère la réponse :

« le rôle du personnage principal a été très exagéré et l'influence que l'on attribue à lui seul est la somme des influences de ceux qui l'entourent, de ceux qui l'ont précédé » et « que nous ne verrons jamais : travailleurs méconnus, acteurs oubliés de l'histoire »³³.

La statistique permet de faire la science de ces acteurs et elle en tire la certitude que « tout marche régulièrement, aussi bien dans les grandes sociétés que dans les petites, et que des lois gouvernent l'humanité »³⁴. Ainsi étaient posées les grandes questions qui allaient occuper toute l'épistémologie historique des années à venir. Et Mougeolle n'est pas isolé.

Louis Bourdeau (1824-1900) fut, pour le coup, un véritable positiviste au sens étroit de disciple d'Auguste Comte, ayant pour ambition de dresser « l'histoire des développements de la Raison humaine »³⁵. Son livre principal est une critique acerbe de l'historiographie et un appel vibrant à une science totale de l'histoire des sociétés humaines :

« Fermons le livre trop longtemps épilé des chroniques royales et nobiliaires de la Cour, occupons-nous des masses », « Constatez d'âge en âge le mouve-

31. ARMATTE, 1991 ; BRIAN, 1989 ; DESROSIÈRES, 1985 ; DUPÂQUIER, 1985 ; KANG, 1989.

32. GUILLARD, 1855, cité par DUPÂQUIER, 1985, p. 403.

33. MOUGEOLLE, 1886, p. 174 et 187.

34. *Ibid.*, p. 43.

35. BOURDEAU, 1888 ; CARBONELL, 1976a, p. 401-408.

ment de la population, l'état de la fortune publique et montrez les causes qui les ont fait croître et décroître, explorez les transformations du goût, l'avancement des sciences, l'amélioration des mœurs, l'histoire des aliments, des vêtements, des habitations »³⁶.

Et Bourdeau de systématiser à son tour l'opposition entre la méthode « narrative » et la méthode « statistique ».

On a donc globalement tout intérêt à ne pas sous-estimer le poids des statistiques et en particulier de leur enseignement qui, par le biais des cours d'économie, est introduit dès les années 1880 dans tous les hauts lieux intellectuels de l'époque : le Collège de France, l'École libre des sciences politiques, l'École normale supérieure, le Conservatoire national des arts et métiers, enfin — nous aurons à en reparler — les facultés de droit³⁷.

Le défi sociologique.

Que l'individu porte à travers lui des déterminations collectives qui expliquent la régularité statistique des comportements, c'est une idée à laquelle adhèrent de plus en plus d'intellectuels en France à la fin du XIX^e siècle. Après avoir longtemps cherché dans la nature (telle que la révélait la physique puis la biologie) les racines de l'ordre social et les raisons de l'agir humain, l'idée de mentalité collective émerge peu à peu dans les années 1890. Après Taine, Alfred Fouillée se fait le champion français de la psychologie des peuples (1898, 1903); Gustave Le Bon recherche les lois de la psychologie des peuples et des foules (1893, 1895); Gabriel Tarde est le premier à donner une explication psychologique globale de la régularité des comportements : l'imitation (1890). Ainsi, on peut voir que de tous côtés « s'exprime de façon nette et persistante le besoin d'un savoir du social, d'une science sociale »³⁸. S'imposant rapidement à ses concurrentes, c'est tout ce champ que l'école sociologique de Durkheim va investir de manière décisive. Et la discipline vers laquelle les durkheimiens vont diriger leurs premières critiques est précisément l'histoire.

La réussite intellectuelle des durkheimiens au tournant du siècle tient moins aux positions théoriques développées dans *Les Règles de la méthode sociologique* (1895) qu'à l'immense travail de confrontations des disciplines et de traitements des données historiques ethnographiques et statistiques entrepris dans l'*Année sociologique* à partir de 1898 pour donner une réalité au paradigme durkheimien de l'autonomie du social. C'est dans ce travail que les durkheimiens ont forgé une unité au départ toute relative et qu'ils ont acquis leur réputation de sérieux³⁹. Or l'un des aspects centraux

36. BOURDEAU, 1888, p. 109 et 122.

37. LE VAN LEMESLE, 1991.

38. APFELBAUM, 1981, p. 403.

39. BESNARD, 1979; MUCCHIELLI, 1995 a.

de cette offensive vise précisément l'histoire. Durkheim le dit très clairement dès la préface du premier numéro de sa revue :

« notre entreprise [...] peut servir à rapprocher de la sociologie certaines sciences spéciales qui s'en tiennent trop éloignées pour leur plus grand dommage et pour le nôtre. C'est surtout à l'histoire que nous pensons ainsi. Ils sont rares, même aujourd'hui, les historiens qui s'intéressent aux recherches des sociologues et sentent qu'elles les concernent. Ce caractère trop général de nos théories, leur insuffisante documentation fait qu'on les considère comme négligeables [...]. Et cependant, l'histoire ne peut être une science que dans la mesure où elle explique, et l'on ne peut expliquer qu'en comparant [...]. C'est donc servir la cause de l'histoire que d'amener l'historien à dépasser son point de vue ordinaire, à étendre ses regards au-delà du pays et de la période qu'il se propose plus spécialement d'étudier, à se préoccuper des questions générales que soulèvent les faits particuliers qu'il observe. Or, dès qu'elle compare, l'histoire devient indistincte de la sociologie »⁴⁰.

C'est bien une fusion des deux disciplines que proposait Durkheim et qui lui valut le reproche d'« impérialisme » :

« Susciter des historiens qui sachent voir les faits historiques en sociologues, ou, ce qui revient au même, des sociologues qui possèdent toute la technique de l'histoire, voilà le but qu'il faut poursuivre de part et d'autre. À cette condition, les formules explicatives de la science pourront s'étendre progressivement à toute la complexité des faits sociaux au lieu de n'en reproduire que les contours les plus généraux, et en même temps l'érudition historique prendra un sens puisqu'elle sera employée à résoudre les plus graves problèmes que se pose l'humanité. Fustel de Coulanges aimait à répéter que la véritable sociologie, c'est l'histoire ; rien n'est plus incontestable pourvu que l'histoire soit faite sociologiquement »⁴¹.

Cette déclaration d'intention de Durkheim, comme les critiques de Bouglé contre « la sociologie populaire implicite » des historiens et les terribles réfutations épistémologiques de Simiand, n'étaient pas purement formelles⁴². Durkheim sut recruter d'excellents historiens comme Henri Hubert pour l'histoire religieuse et l'archéologie, Hubert Bourgin pour l'histoire économique, Paul Huvelin pour l'histoire du droit, Marcel Granet pour l'histoire de la Chine. L'étude des mémoires et comptes rendus parus dans l'*Année sociologique* révèle également le sérieux des critiques. Qu'il s'agisse de défendre les prétentions théoriques de la sociologie face à Seignobos, Salvamini et Croce, Xénopol et Berr, de discuter sur le fond les

40. DURKHEIM, 1897, p. II.

41. *Ibid.* ; cf. aussi BESNARD, 1986.

42. BOUGLÉ, 1899 ; SIMIAND, 1903 et 1906.

explications de Sée, Glotz et Guiraud, ou de signaler l'intérêt de contributions comme celle de Pirenne, le ton est toujours mesuré et l'argumentation précise⁴³.

Enfin, il faut mentionner l'importance de la rubrique « Sociologie économique » de l'*Année sociologique* dirigée par un homme qui sera bientôt connu chez les historiens presque autant que Durkheim : François Simiand. Le travail, qu'il effectua dans cette section essentielle avec les frères Bourgin et Maurice Halbwachs, par leurs contributions propres et leurs critiques bibliographiques, a participé au renouvellement de l'économie politique et surtout de l'histoire économique en France⁴⁴.

Voici donc, rapidement résumées, les grandes lignes du projet statistique et sociologique qui constituait pour les historiens un véritable défi, voire une menace. Leur réaction était inévitable, elle ne tarda pas à se manifester mais de manière très hétérogène, et il n'est pas impossible de soutenir que certains des plus importants clivages futurs se soient forgés précisément dans cette réaction différentielle.

Diversité des réactions des historiens.

Du silence gêné à la contre-attaque, il est plusieurs modes de défense, une échelle de degrés dans la résistance. En voici trois illustrations.

Le silence, c'est apparemment la stratégie qu'adoptent dans un premier temps les rédacteurs de la *Revue historique*. On cherchera en vain le moindre article ou même le moindre compte rendu d'un ouvrage de sociologie dans les vingt premières années de cette revue. Les quelques brûlots signés Seignobos n'amélioreront guère la situation de la sociologie. Témoin cette appréciation d'un ouvrage du sociologue belge De Greeff (1896) : « cet ouvrage n'a aucun intérêt historique. [...] il s'agit évidemment d'un essai de philosophie de l'histoire »⁴⁵.

La polémique ouverte, c'est le genre que choisit Charles Andler dans le très vif échange qui l'oppose à Célestin Bouglé dans la *Revue de métaphysique et de morale*, l'année même du lancement de l'*Année sociologique*. À la suite d'un court article de Bouglé (1896a), qui émettait quelques considérations sur les phénomènes irrationnels de masses et leurs conséquences sur la démocratie, Andler fait paraître dans le numéro suivant un pamphlet virulent contre les fondements mêmes de la sociologie :

« une tentative a été faite ici même de poser en termes sociologiques le problème de la démocratie. On veut dans ce qui suit démontrer que la sociologie,

43. DURKHEIM, 1902a, b et c, 1903, 1905, 1906a et b, 1913.

44. BOURGIN, 1905; HALBWACHS, 1909; SIMIAND, 1907, 1908 et 1912. Sur tout ceci, cf. STEINER, 1995.

45. SEIGNOBOS, 1898, p. 418.

telle qu'elle s'est constituée, ne peut ni le prétendre, ni même le poser. Une série d'analyses du même genre fournira la preuve que cette prétendue science qui s'appelle sociologie n'a jamais abordé que des problèmes à l'étude desquels elle n'est pas prête »⁴⁶.

La suite permet de comprendre que le petit article de Bouglé n'est qu'un prétexte et que ce qui est visé en réalité c'est la sociologie de Durkheim exposée l'année précédente dans *Les Règles de la méthode sociologique* :

« la sociologie n'a jusqu'ici qu'une base solide : ce sont les faits plus ou moins généralement observés chez les hommes en tant qu'ils vivent réunis. [...] [mais] au lieu d'attendre que des inférences précises soient tirées des sciences descriptives de l'homme⁴⁷, et que l'on soit outillé pour en donner une interprétation psychologique, on décide que les faits sociaux diffèrent à la fois des formes concrètes qui sont seules observées et de la psychologie individuelle. On fait de la sociologie sans psychologie et sans histoire »⁴⁸.

Bouglé aura beau se défendre en explicitant la spécificité des faits sociaux et la nécessité de constituer la science qui les analyse, il aura beau rappeler que les fictions créées par Durkheim ne sont destinées qu'à combattre les a priori psychologiques et biologiques, il aura beau, enfin, montrer que la sociologie, loin d'ignorer l'histoire, entend au contraire se baser sur elle, Andler ne retirera rien de sa critique et le débat restera stérile⁴⁹.

Ce sont, la virulence en moins, les mêmes critiques que Bouglé rencontrera lors de la soutenance de sa thèse en 1900. Son directeur, l'historien Henry Michel, lui reprochera sa sociologie des représentations (Bouglé soutient la thèse d'une « homologie structurale » — pour employer le langage contemporain — entre les idées égalitaires et certaines formes de sociétés) et lui opposera, sans autre espèce de démonstration, l'autonomie des idées, lui préférant une psychologie sociale (ou psychologie des peuples) plus concrète, plus individuelle et, surtout, qui ne remettrait pas en cause les méthodes traditionnelles de l'historien⁵⁰.

C'est encore une autre stratégie que choisissent Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos : la contre-attaque. Nous l'avons montré ailleurs en détail⁵¹, la fameuse *Introduction aux études historiques*, loin d'être comme on le pense généralement un manifeste joyeux, est déjà une défense de la spécificité de l'histoire face au double défi statistique et sociologique :

46. ANDLER, 1896a, p. 244.

47. Andler a cité plus haut l'ethnographie, la linguistique, l'histoire, la statistique économique et démographique.

48. ANDLER, 1896a, p. 244.

49. BOUGLÉ, 1896b ; ANDLER, 1896b.

50. BOUGLÉ, 1900.

51. MUCCHIELLI, 1995c.

« les procédés rationnels pour atteindre la connaissance historique diffèrent si fortement des procédés de toutes les autres sciences, qu'il est nécessaire d'en apercevoir les caractères exceptionnels pour se défendre de la tentation d'appliquer à l'histoire les méthodes des sciences déjà constituées »⁵².

L'évolution historique est en effet présentée comme « une série d'accidents » et de « faits individuels qui sont le point de départ d'un ensemble de grandes transformations »⁵³. La conclusion générale est claire :

« Ainsi l'histoire scientifique peut reprendre pour les utiliser dans l'étude de l'évolution, les accidents que l'histoire traditionnelle avait recueillis pour des raisons littéraires, parce qu'ils frappaient l'imagination. On pourra donc chercher les faits qui ont agi sur l'évolution de chacune des habitudes de l'humanité ; chaque accident se classera à sa date dans l'évolution où il aura agi. Il suffira ensuite de réunir les accidents de tout genre et de les classer par ordre chronologique et par ordre de pays pour avoir le tableau d'ensemble de l'évolution historique »⁵⁴.

Il était difficile de rejeter plus explicitement la légitimité d'une approche sociologique en histoire. À la suite de ce livre, le débat, on le sait, rebondira à plusieurs reprises. Seignobos poursuivra l'offensive en 1901 ; à quoi Simiand répondra en 1903⁵⁵. La confrontation finale aura lieu entre 1906 et 1908 devant la Société française de philosophie et elle tournera nettement en la défaveur de Seignobos du fait du désaveu de la majorité de ses propres collègues historiens⁵⁶. Ainsi Langlois et Seignobos, loin d'être représentatifs de l'ensemble de leur génération, étaient en réalité déjà largement dépassés par une aspiration nouvelle.

III. — L'ASPIRATION NOUVELLE À UNE SCIENCE DE L'HISTOIRE

La réaction de Seignobos peut s'interpréter non seulement comme une réponse au défi sociologique mais encore comme un positionnement critique face au dernier type de réaction que nous n'avons pas encore évoqué : celle qui consiste à prendre acte d'une avancée scientifique et à tenter d'en

52. LANGLOIS et SEIGNOBOS, 1898, p. VII.

53. *Ibid.*, p. 206 et 212.

54. *Ibid.*, p. 212-213.

55. REBÉRIOUX, 1983 ; LÉCUYER, 1991.

56. MUCCHIELLI, 1995b.

faire son profit. Les signes d'une telle évolution intellectuelle sont nombreux quoique parfois très discrets. Par exemple, même si à la *Revue historique* dominaient toujours très nettement les études d'histoire politique les plus traditionnelles, des tendances nouvelles se faisaient jour et des voix s'élevaient ici et là. À travers les comptes rendus de livres notamment, on voit pointer l'écho des débats épistémologiques allemands et, en particulier, de l'œuvre de Karl Lamprecht⁵⁷. Sous sa forme allemande, c'est le même débat et la même question : comment l'histoire peut-elle être une science au sens fort du terme.

Vers une science de l'histoire.

Les années 1890-1900 voit naître une production éditoriale d'un genre nouveau que l'on peut qualifier d'épistémologique et non plus de philosophique car il est l'œuvre d'historiens professionnels, mais encore relativement marginaux au plan institutionnel, qui réclament pour leur discipline des ambitions intellectuelles plus hautes.

Charles Mortet (1852-1927) était l'administrateur de la bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris et chargé de cours sur la bibliographie à l'École des chartes. En 1892, il rédige l'article « Féodalité » dans *La Grande Encyclopédie*. Le titre complet est « La féodalité. Sociologie générale. Histoire des institutions ». Il s'agit, en effet, non seulement de raconter l'histoire du Moyen Âge français, mais aussi de dégager, au-delà des particularités liées à un temps et à un lieu, « un certain nombre de traits généraux qui se retrouvent partout et qui distinguent le régime féodal des autres types d'organisation sociale et politique »⁵⁸. L'année suivante, l'auteur (avec l'aide de son frère Victor) rédige cette fois l'article « Histoire », publié à part en 1894 sous le titre *La Science de l'histoire*. Les frères Mortet répondent comme un écho aux livres de Mougeolle et Bourdeau :

« le développement successif des sociétés humaines à travers les siècles doit être étudié non seulement dans la personne des hommes célèbres dont le nom s'est conservé jusqu'à nous, mais aussi dans la foule immense des inconnus dont la trace anonyme est encore empreinte sur les débris du passé »⁵⁹.

57. Cf. BLONDEL, 1897a et b; et PIRENNE, 1897. Henri Pirenne (1863-1935) avait d'abord voyagé en Allemagne et rencontré Schmoller et Lamprecht. À Paris, en 1884-1885, il avait pris contact avec Arthur Giry qui travailla un moment sur l'histoire urbaine, et c'est sans doute celui-ci qui l'introduisit auprès de son ami Monod (Giry était alors l'adjoint de Monod à la direction de l'École pratique des hautes études). On voit ici que celui qui deviendra la grande référence de Lucien Febvre avait lui-même forgé ses idées dans les débats du tournant du siècle.

58. MORTET, 1893, p. 7.

59. MORTET, 1894, p. 13.

Ce nouveau plaidoyer pour une histoire totale se fonde sur la conviction que c'est dans l'étude des faits sociaux que l'historien « voit fonctionner l'organisme de la société et qu'il pénètre son âme même ; c'est par eux seulement qu'il peut comprendre son développement normal et reconstituer les traits de sa vie passée »⁶⁰. Certes la complexité, l'enchevêtrement des causalités, les hasards interviennent en permanence, mais on pourra pourtant « déterminer les tendances naturelles de l'évolution sociale, les directions générales que suivent dans leur état normal les sociétés humaines »⁶¹.

Paul Lacombe (1839-1919) a une carte de visite plus attrayante. Sorti premier de l'École des chartes en 1859, membre de cercles positivistes mais aussi ancien secrétaire de Victor Cousin, il fut jusqu'en 1870 un de ces intellectuels réfractaires à l'Empire⁶². Ses premiers livres passèrent presque inaperçus, ils révélaient pourtant déjà des positions théoriques qui s'expriment encore en 1889 dans son ouvrage sur la famille romaine⁶³. C'est seulement en 1894 qu'il accède enfin à la notoriété dans le champ de l'histoire avec un ouvrage au titre évocateur : *De l'histoire considérée comme science*. Ouvrons la préface : Lacombe oppose nettement l'érudition et la science, il dénonce l'accumulation des matériaux qui ne servent aucun questionnement scientifique : « Tenter la constitution de l'histoire science est un ouvrage qui s'impose à notre temps. Il y a urgence à alléger l'esprit d'un fait qui devient écrasant. On ne diminue le poids des phénomènes qu'en les liant et ce lien ne peut être qu'une généralisation scientifique »⁶⁴. Grand lecteur de Comte, Spencer et Stuart Mill (« mes maîtres »), philosophe dans l'âme, Lacombe parle d'histoire mais il met aussitôt les pieds dans le plat : « nous aurions pu mettre ici partout, à la place d'histoire, le mot sociologie, d'autant mieux qu'il semble destiné à prévaloir »⁶⁵. Il ne le fait cependant pas, la sociologie n'étant pas encore constituée et l'histoire lui paraissant, après tout, capable de relever le défi, d'assimiler cet apport.

Ce n'est pas le lieu d'examiner l'ensemble de la construction théorique et épistémologique que proposait Lacombe, il faut cependant relever quelques éléments qui le positionnent dans les problématiques de l'époque. Lacombe n'élimine pas complètement l'individu en histoire, il distingue ce qui relève de la nature bio-psychologique de l'être humain, ce qui est propre à un temps ou un lieu et ce qui fait la singularité des individus :

60. *Ibid.*, p. 15.

61. *Ibid.*, p. 85.

62. BERR, 1920.

63. LACOMBE, 1868, 1877, 1889.

64. LACOMBE, 1894, p. I.

65. *Ibid.*, p. III.

« tout acte humain porte, comme l'individu qui le porte, le triple sceau du général, du temporaire et du singulier »⁶⁶. Il propose aussi une distinction entre institutions, événements révélateurs et événements sans intérêt :

« l'histoire embrasse 1) les institutions, lesquelles constituent son objet principal ; 2) les événements dans la mesure où ils ont causé quelque institution nouvelle ou encore, étant l'effet de l'homme temporaire, ils révèlent le pouvoir des institutions régnantes. Il n'y a, je le répète, de décidément rebelle que le fait considéré par le côté qui le rend unique. Celui-ci est matière non de science, mais de pure érudition »⁶⁷.

Notons enfin qu'il accorde une importance toute particulière au facteur économique dans l'histoire : « l'évolution progressive s'est opérée sous l'ascendant de forces probablement inégales. L'une d'elles a dû agir plus que les autres ou avant les autres : la force économique »⁶⁸.

Contrairement aux articles de Mortet, le livre de Lacombe ne passa pas inaperçu. La *Revue historique* approuva la critique de « l'érudition stérile »⁶⁹. Une autre fera plus que l'approuver.

Henri Berr et la Revue de synthèse historique.

« Il a été le premier à lancer ou des entreprises dont nous vivons aujourd'hui encore, ou des formules que nous répétons »⁷⁰. Cet hommage de Fernand Braudel contraste avec l'absence de Berr dans la plupart des travaux sur la Nouvelle Histoire. S'interrogeant sur « les racines de l'histoire telle que la préconisait et la pratiquait le milieu réuni autour des *Annales* », K. Pomian ne cite que la géographie humaine de Vidal de La Blache et l'histoire comparée de Pirenne⁷¹. O. Dumoulin, de son côté, cherche à diminuer la valeur des entreprises de Berr, jugeant par exemple que le Centre international de synthèse était « un lieu de mondanités » sans « ambitions intellectuelles »⁷². Oubli ou dévalorisation, il s'agit toujours de préserver l'idée de rupture réalisée en 1929.

La vocation d'épistémologue de l'histoire d'Henri Berr (1863-1954) se décida sans doute progressivement puisque sa formation initiale ne fut pas l'histoire mais la philosophie. Voici pourtant, à travers un article totale-

66. *Ibid.*, p. 7.

67. *Ibid.*, p. 11.

68. *Ibid.*, p. 151.

69. GUILLAND, 1895.

70. BRAUDEL, 1964, p. 23.

71. POMIAN, 1986, p. 380-384.

72. DUMOULIN, 1986, p. 86. L'auteur sait-il que Lucien Febvre était le directeur adjoint dudit centre ?

ment oublié (peut-être son premier), un jeune normalien de vingt-sept ans qui, à la lecture des essais de Mougeolle et Bourdeau, s'enthousiasme devant ce qu'il interprète comme « l'avènement de l'histoire démocratique »⁷³. Quelques années plus tard, son doctorat de philosophie annonce sa belle obsession : la synthèse⁷⁴. Et, dès 1900, il fondait la *Revue de synthèse historique*. « Souvent citée, rarement étudiée, il lui est attribué un rôle certain mais inconsistant. La *Revue de synthèse historique* est un ectoplasme qui apparaît au détour des pages des études historiographiques pour se dissoudre aussitôt. Elle est celle qui aurait pu, celle qui permet aux autres de, celle qui ne parvint pas, celle qui discuta », écrit très justement M. Fugler⁷⁵. Berr était bien un philosophe mais sa philosophie est bien plus une épistémologie qu'une métaphysique. C'est pour élaborer la méthode de l'histoire qu'il a fondé sa revue :

« on voudrait surtout avoir et on compte obtenir une série d'articles sur la méthode des diverses sciences historiques. Faire ressortir ce qu'il y a de propre et ce qu'il y a de commun à l'histoire politique, à l'histoire économique, à l'histoire des religions, à celles de la philosophie, des sciences, de la littérature et des arts »⁷⁶.

Et s'il doit y avoir théorie, ce sera bien une théorie pour la pratique, pour guider la pratique. Telle était l'intention initiale et personnelle⁷⁷. Voyons, à présent, le positionnement dans le champ.

Tout le problème de Berr consiste à se démarquer des deux extrêmes que représentent alors, d'une part la défense corporatiste de l'érudition historique (Langlois et Seignobos), d'autre part la dissolution de l'histoire dans la sociologie (Durkheim). Aux premiers, Berr oppose nettement les ambitions de l'érudition et celles de la science :

« supposons la synthèse érudite infiniment plus avancée qu'elle ne l'est : tout resterait à faire pour la véritable science. L'érudition n'est apparue avec un caractère de science que parce qu'on l'a opposée à la philosophie *a priori* et à l'art [...]. Et c'est sans doute une satisfaction solide : posséder sur un point déterminé la certitude. Mais cette satisfaction, à bien y regarder, est vaine. Ces données qu'on établit, en soi, n'ont aucune valeur. C'est la connaissance brute, ce sont les matériaux de la science : cela n'est point la science. [...] dans

73. BERR, 1890.

74. BERR, 1899.

75. FUGLER, 1985, p. 2. Pour nos recherches au Centre international de synthèse et pour l'accès à l'étude de M. Fugler, je remercie vivement Mme Agnès Biard.

76. BERR, 1900, p. 1-2.

77. Cf. BERR, 1931, p. 6, qui, trente ans plus tard, le répétait toujours : « théorie de l'histoire et organisation du travail historique : voilà notre objet propre. »

l'étude de la nature, cet axiome : "il n'y a de science que du général" est admis depuis longtemps. La constatation des faits prépare la théorie »⁷⁸.

Et Berr de conclure en citant avec éloge ce que disait Monod en 1876 et en rappelant cet autre adage : « l'analyse et la synthèse sont logiquement inséparables »⁷⁹. Voilà pour les érudits. De l'autre côté, Berr ne cache pas l'enjeu :

« Mais cette synthèse historique [...] où aspire la *Revue* nouvelle — qu'est-ce par rapport à la sociologie ? Voilà surtout la question sur laquelle, pour contenir les esprits exigeants, il convient de s'expliquer. C'est la position scientifique de la *Revue* qu'il s'agit de préciser »⁸⁰.

Berr prend acte de la légitimité et du sérieux de l'entreprise durkheimienne, il annonce même sa collaboration directe à son propre projet⁸¹. Mais il lui faut s'en distinguer pour fonder sa propre légitimité. La synthèse historique doit embrasser et dépasser la sociologie, ne pas oublier complètement l'individu et tendre, en définitive comme le souhaitait aussi Lacombe, à un fonctionnalisme psychologique :

« Il n'est pas moins nécessaire [...] que l'historien s'attache dans une certaine mesure aux particularités individuelles qui différencient l'histoire et par lesquelles s'expliquent les transformations même les plus générales. [...] les tâches diverses qu'unifie la synthèse historique doivent aboutir, en fin de compte, à la psychologie. L'étude comparative des sociétés doit aboutir à la psychologie sociale, à la connaissance des besoins fonciers auxquels répondent les institutions et de leurs manifestations changeantes. [...] c'est une question de psychologie, importante et délicate, à élucider que celle du rôle joué dans l'histoire par l'élément intellectuel »⁸².

Voilà pour tenir à distance les sociologues et rassurer les historiens⁸³.

Avant d'envisager la réception de ce discours, il faut dire un mot du contenu qu'aura la revue de Berr et qui fera son succès. On a trop souvent

78. BERR, 1900, p. 6 ; BERR, 1953, p. 15.

79. BERR, 1900, p. 7.

80. *Ibid.*, p. 3.

81. *Ibid.*, p. 4 : « Il est possible qu'il y ait à tirer des indications utiles d'une étude [...] des formes d'association : mais étudier les faits économiques, religieux, moraux, juridiques, politiques, de ce point de vue concret et comparatif, voilà qui est d'une utilité manifeste.

Il y aura donc dans cette *Revue* une part de sociologie positive ; et cette part devait revenir, puisqu'ils ont bien voulu s'en charger, à des collaborateurs de l'*Année sociologique*. »

82. *Ibid.*, p. 5-6.

83. Distinguer ce qui, en histoire, est commun à la sociologie et ce qui ne l'est pas, voilà un thème assez récurrent chez Berr et les collaborateurs de sa revue. C'est par exemple, la distinction de l'historien franco-roumain XÉNOPOUL (1899, 1900) entre les faits de répétition et les faits de succession dans l'histoire.

retenu exclusivement les débats méthodologiques et philosophiques entretenus par Berr et Lacombe⁸⁴, au détriment du réel travail d'organisation, d'encadrement et surtout de bilan des connaissances historiques dans tous les domaines et, en particulier, dans ceux auxquels ne s'intéressait pas l'histoire politique traditionnelle. Par le biais de ces « Bibliographies », « Revues générales », « Bulletins », « Chroniques », « Régions de France » ainsi que les fameux « Inventaire du travail fait et à faire », la revue de Berr a apporté beaucoup. Ce n'est que dans les premières années que les débats de méthode et de théorie occupèrent l'essentiel des articles. Par la suite, ce qui domine dans la revue c'est l'histoire intellectuelle (histoire des sciences, des religions, de la philosophie, de la littérature et de l'art), puis l'histoire générale et, enfin, l'histoire économique⁸⁵.

Quant à la réception de l'initiative de Berr, sa position intermédiaire ne mécontenta ni ne ravit vraiment personne. « Nous verrons bien », laissa tomber Langlois⁸⁶. Les durkheimiens de leur côté étaient plutôt satisfaits⁸⁷. Très vite, la revue va s'imposer dans le champ de l'histoire « pour figurer sur la liste des périodiques importants cités en exemple par les différents auteurs »⁸⁸. Berr avait donc raison, au bout de dix ans, de dresser un bilan favorable et de se permettre de répondre au « nous verrons bien » : « M. Langlois a vu »⁸⁹. Très significatif est aussi l'hommage rendu à Berr par Monod lui-même, en 1909, fêtant les noces d'argent de sa revue :

« le mouvement sur lequel la *Revue de synthèse* nous renseigne et auquel elle contribue est d'autant plus digne d'attention qu'il sert d'utile contrepoids à la méfiance excessive qui, depuis une vingtaine d'années, s'est manifestée en France à l'égard des généralisations historiques et de toute philosophie de l'histoire, et la sévérité avec laquelle on juge souvent les essais de synthèse, parfois il est vrai hâtifs et prématurés, tentés par les historiens du XIX^e siècle. Le livre le plus remarquable paru ces dernières années en France sur la théorie de l'histoire, l'*Introduction aux études historiques* de MM. Langlois et Seignobos entoure de tant de précautions et de tant de réserves les synthèses historiques qu'il devient bien téméraire d'oser s'y risquer [...]. Et pourtant l'histoire purement narrative et purement pittoresque n'offre qu'un intérêt d'amusement et de curiosité »⁹⁰.

84. D'où cette image de « philosophe » dont Berr ne se départira jamais et qui contribue sans doute à expliquer ses échecs au Collège de France.

85. FUGLER, 1985, p. 172-178.

86. LANGLOIS, 1901, p. 179.

87. BOUGLÉ, 1902. Pour un relevé systématique des commentaires réciproques entre l'*Année sociologique* et la *Revue de synthèse historique*, cf. FAUBLÉE, 1964.

88. FUGLER, 1985, p. 209.

89. BERR, 1910, p. 13.

90. MONOD, 1909, p. 10.

Au-delà des humeurs d'un historien consacré, cet hommage en dit long sur la légitimité conquise dès cette époque par les nouvelles préoccupations historiques. Toutefois, il semble que les prises de positions théoriques de Monod ne changèrent guère les orientations concrètes des recherches publiées dans sa revue puisque son dépouillement a révélé que « jusqu'en 1925, l'histoire biographique, l'étude de la politique intérieure, de la diplomatie, des phénomènes religieux et militaires forment la matière de la quasi-totalité des articles »⁹¹. Pour autant (et ce jugement étant à nuancer un peu au vu de la part importante accordée après la guerre aux comptes rendus d'histoire économique de Sée et Hauser), la *Revue historique* n'était pas le seul organe d'expression des historiens professionnels ; ce qui se passait autour est même déterminant.

Vers l'histoire économique et sociale.

Loin d'être une aspiration marginale ou refoulée dans la communauté des historiens, l'histoire économique et sociale est au contraire un domaine en pleine expansion dès les années 1890-1914. Certes, son institutionnalisation est lente pour au moins trois raisons : la nouveauté de ces recherches ; les prises de positions politiques qu'elles impliquent souvent (nos jeunes historiens des échanges, de l'industrie ou des classes ouvrières sont souvent socialistes et donc suspectés dans un milieu encore globalement assez conservateur) ; ensuite, le fait que ce domaine de recherche se rapproche de la sociologie, de l'« économie sociale » (expression de F. Le Play) ou plus généralement de la « science sociale ». Cette concurrence joue, par exemple, de façon exemplaire dans l'attribution de la chaire d'histoire de l'économie sociale : la succession d'Espinas en 1906 oppose un sociologue (Bouglé) et un historien de l'économie et du social (Hauser), le premier l'emportant⁹². Le cas de Hauser semble d'ailleurs significatif de l'ensemble de ces difficultés d'institutionnalisation de l'histoire économique. Bien qu'étant assez reconnu en ce domaine et, par ailleurs, peu suspect de complicité avec les sociologues qu'il critiquait volontiers avec Seignobos, malgré le soutien d'Alphonse Aulard et même les encouragements de Jaurès, il n'obtiendra pas de poste à Paris avant 1919 (de manière générale, il faut aussi tenir compte du net ralentissement de la création de postes universitaires dans l'entre-deux-guerres⁹³).

Les obstacles intellectuels et institutionnels au développement des nouvelles préoccupations historiques étaient donc réels. Toutefois, les recherches et les enseignements existaient bel et bien et s'accroissaient au

91. CORBIN, 1983, p. 121.

92. WEISZ, 1979.

93. DUMOULIN, 1992.

fil des années. Nous ne saurions en restituer l'histoire complète (c'est un travail qui nécessiterait plusieurs années de recherches). Nous pouvons au moins proposer un panorama (nullement exhaustif) des hommes et des œuvres qui ont marqué les débuts de l'histoire économique et sociale en France.

Les hommes.

Paul Guiraud (1850-1907), historien de l'économie antique, n'était pas un marginal. Normalien, agrégé, docteur en 1878, il fit une belle carrière qu'il termina comme professeur à la Sorbonne et membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Gustave Glotz (1862-1935) succéda à Guiraud à la Sorbonne en 1907 et prit la direction de la *Revue des études grecques*. Il aura droit à tous les hommages universitaires (direction d'une *Histoire générale* aux Presses universitaires de France, volume de *Mélanges*), il sera même président de l'Académie des inscriptions et des belles-lettres. Il fut pourtant lui aussi un ardent promoteur de l'histoire sociale et l'auteur en 1907 d'un vibrant appel à l'histoire comparée que n'auraient pas désavoué Bloch et Pirenne.

Après deux antiquisants, voyons quelques modernistes. Prosper Boissonnade (1862-1935) avait véritablement la double formation d'économiste et d'historien. Professeur à Poitiers (1897), membre du Comité des travaux historiques et de la Commission d'histoire économique de la Révolution française, collaborateur régulier de la *Revue de synthèse historique*, il était un spécialiste d'histoire régionale (Poitou et Aquitaine) et surtout l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages d'histoire économique (principalement sur le Moyen Âge et la période moderne) fort appréciés de leur temps. Paul Mantoux (1877-1956) joua aussi un rôle non négligeable dans la promotion de l'histoire économique au tout début du siècle. Sa thèse sur la révolution industrielle en Angleterre (1906) lui valut l'admiration de beaucoup. Il soutint aussi, aux côtés d'Henri Berr, une polémique cordiale avec les sociologues⁹⁴.

Avec Henri Hauser dont nous avons déjà parlé, le moderniste le plus consacré fut Henri Sée (1864-1936), professeur à l'université de Rennes. Alliant lui aussi la compétence régionale (Bretagne) et la compétence générale, il est l'auteur d'une trentaine de livres d'histoire économique et sociale, dont certains seront réédités jusque dans les années 1970. Intellectuel engagé mais critique du marxisme (1927), théoricien du capitalisme (1926), Henri Sée mérite beaucoup mieux que l'oubli où il a si vite sombré. Par ses ouvrages, ses revues bibliographiques et ses chroniques dans les diverses revues d'histoire, il a été abondamment utilisé par la première génération des *Annales*.

94. MANTOUX, 1903 ; MUCCHIELLI, 1995b.

Les recherches et les revues.

À eux seuls, ces quelques auteurs couvraient toutes les périodes et tous les champs de l'histoire économique et sociale : histoire de l'économie rurale et de la propriété⁹⁵, histoire commerciale et histoire de l'économie coloniale⁹⁶, histoire du travail⁹⁷, histoire de l'industrie et des classes ouvrières⁹⁸, histoire urbaine⁹⁹ et même histoire des institutions juridiques et sociales¹⁰⁰. À cela s'ajoutent les manuels de Sée¹⁰¹ et les prestigieuses synthèses collectives comme les huit volumes de *l'Histoire universelle du travail* dirigée par Georges Renard de 1912 à 1921.

En outre, il faut observer la part des études économiques et sociales dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* que lancent un chartiste (Pierre Caron) et un normalien (Philippe Sagnac) en 1899. L'absence de déclaration d'intention des jeunes directeurs ne doit pas détourner d'une lecture plus fouillée de cette revue où les préoccupations économiques et sociales sont en réalité là encore bien présentes. Sagnac est alors l'auteur tout récent d'une thèse sur *La Législation civile de la Révolution française* qui se présente comme « un essai d'histoire sociale » et « une histoire des classes rurales »¹⁰². Encouragée dans les comptes rendus et les revues critiques par des spécialistes tels Boissonnade ou le très actif historien

95. GUIRAUD, 1893, 1904 et 1905 ; SÉE, 1901 et 1921.

96. BOISSONNADE, 1912 ; HAUSER, 1901 et 1927.

97. BOISSONNADE, 1921 ; BRISSON, 1900 ; GLOTZ, 1920 ; GUIRAUD, 1900 ; HAUSER, 1920 ; PEL-LOUTIER, 1902 ; SAINT-LÉON, 1901.

98. BOISSONNADE, 1927 ; MANTOUX, 1906.

99. GIRY, 1877 et 1881 ; SÉE, 1892. Arthur Giry (1848-1899) était un personnage important. Maître de conférences puis directeur adjoint de l'École pratique des hautes études (1892), il engagea certains de ses élèves vers les études d'histoire urbaine et d'histoire économique, cf. LOT, 1901.

100. BLOCH, 1908 ; GLOTZ, 1904 et 1906 ; LOT, 1903 et 1904 ; VALRAN, 1899 et 1900. Pour la première référence, il s'agit de Camille Bloch (1865-1949), alors inspecteur général des bibliothèques et des archives et chargé de conférences à la Sorbonne. On ne le confondra pas avec Gustave Bloch (1848-1923), le père de Marc Bloch, qui était également historien, professeur d'histoire romaine à la Sorbonne et lui aussi ouvert aux préoccupations sociologiques. Cf. SEIGNOBOS, 1907, p. 290 : en 1907, G. BLOCH répliquait à Seignobos : « sans doute l'histoire est chose très complexe [...], mais il y a cependant des phénomènes relativement simples, produits de forces très élémentaires ; peut-être peut-on rechercher pour ces phénomènes des données générales, que je n'appelle pas des causes (le savant ne recherche pas les causes), mais des lois. [...] Les lois physiques ne sont pas immuables, infaillibles, elles varient avec l'état de nos connaissances. Pourquoi être plus ambitieux en histoire ? [...] Voici des révolutions : nous constatons qu'en général elles commencent par des revendications matérielles. Le [petit peuple] athénien demande de la terre et veut éviter l'esclavage bien avant de demander des droits politiques. De même, à Rome, [...] de même dans les révolutions modernes. Voilà un essai de loi générale. Je crois donc qu'il ne faut pas raisonner d'une façon générale sur l'Histoire prise en bloc : mais il faut raisonner d'une façon particulière sur les différents phénomènes dont se compose l'histoire ; suivant les cas, il faut varier les méthodes et tenter sur chaque série de phénomènes des essais d'explication. » Marc Bloch avait de qui tenir !

101. SÉE, 1921, 1925, 1929.

102. SAGNAC, 1898, p. II.

sociologue durkheimien Hubert Bourgin, l'histoire économique se porte bien dans cette revue. Rendant compte des ouvrages de Camille Bloch (1900), Boissonnade (1900) et Martin (1900), Sagnac déclare solennellement :

« Par tous ces travaux [...] on voit que l'histoire économique et sociale de notre pays est plus que jamais en honneur. Les événements contemporains, la prospérité industrielle de l'Angleterre, des États-Unis, et celle toute récente de l'Allemagne, nous montrent en effet que le principal élément de la vie des nations comme de celle des individus, c'est le travail. Il faut donc enfin écrire l'histoire du travail sous toutes ses formes et c'est à cette tâche que les historiens français doivent tout particulièrement se consacrer »¹⁰³.

Et c'est dans le même esprit qu'il accueillait l'ouvrage de Dupont (1901) comme une étude des classes rurales de première importance « pour les *historiens sociologues* »¹⁰⁴.

De son côté, Caron, qui n'était pas un chercheur ni un théoricien, avait une intense activité institutionnelle au service de l'histoire moderne et il y faisait bonne place au socio-économique¹⁰⁵. Dans une sorte de manifeste publié en 1905 dans la *Revue de synthèse historique*, il déclarait que les historiens professionnels de sa génération (par opposition aux cléricaux) étaient

« des esprits affranchis, que n'effarouchent pas ces audaces intellectuelles qui, de temps à autre, ouvrent à la science de nouvelles voies. [...] Dans tous les domaines [...], ici s'appropriant à rajeunir l'histoire diplomatique et militaire [...], là modifiant de fond en comble la conception traditionnelle de l'histoire littéraire et de l'histoire de l'art [...]; ici encore préparant la constitution, si longtemps entravée par des difficultés tenant à la nature des choses et au préjugé persistant de l'historien qui ne veut pas être sociologue, de l'histoire économique et sociale [...] »¹⁰⁶.

Deux ans après le fameux texte de Simiand, Caron se demandait notamment

« Qui pourrait affirmer [...] qu'en se plaçant à des points de vue nouveaux, en écartant l'"idole individuelle" pour envisager les masses, l'on n'aura point à

103. SAGNAC, 1900-1901, p. 425-426.

104. SAGNAC, 1901-1902, p. 669; je souligne.

105. Caron était, par exemple, le secrétaire de la Commission des documents relatifs à la vie économique de la Révolution au sein du Comité national des travaux historiques. Dans cette commission, créée en 1903 à l'initiative de Jaurès, on retrouve la plupart de nos auteurs, cf. CARON, 1904-1905 : Aulard, Bloch, Boissonnade, Bourgin, Deschamps, Gide, Levasseur, Sagnac, Sée, ainsi que Lavis et Seignobos. Son activité fut importante puisque, dès 1907, elle avait déjà permis, en marge de son Bulletin trimestriel, la publication de 35 volumes de documents d'histoire économique, cf. CARON, 1906-1907.

106. CARON, 1905, p. 267-268.

tirer, de faits cent fois maniés et insuffisamment pénétrés, des conclusions nouvelles ? Question grave, qu'a posée ici même un sociologue, M. François Simiand, et qu'un haussement d'épaules ne saurait suffire à résoudre. Les historiens des prochaines générations en sentiront l'importance ; il leur appartiendra de dissiper le malentendu existant entre historiens et sociologues, et d'établir un contact dont les avantages sont certains et dont les inconvénients possibles — tout en a — sont singulièrement grossis par les préventions actuelles »¹⁰⁷.

Même appel chez Boissonnade que nous citons en ouverture de ce travail et qui, en 1902, regrettait notamment que la France ne compte pas de revues pour faciliter les progrès de l'histoire économique. Il fut pourtant bientôt comblé puisque la première revue d'histoire économique et sociale est née, non pas en 1929, mais en 1908 ou en 1913 au moins.

La première revue d'histoire économique et sociale.

C'est en effet en 1908 qu'Auguste Deschamps (1863-1935) et Auguste Dubois (1866-1927), deux professeurs d'économie politique des facultés de Droit fondèrent la *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*. L'éclectisme de l'histoire des idées prévalait manifestement au départ de leur revue qui, selon son programme initial,

« accueillera les articles relatifs à l'histoire de tout ce qui est science économique, théorie de politique économique, doctrine d'art économique-social, et même ceux, pourvu qu'ils aient un caractère nettement historique, décrivant ou exposant, en tant qu'elles révèlent ou commandent une certaine opinion économique des institutions économiques, politiques ou juridiques, ou des théories de morale religieuse ou de morale indépendante »¹⁰⁸.

Mais, dès 1913, les directeurs, en rebaptisant leur revue *Revue d'histoire économique et sociale*, rectifiaient le tir et comprenaient qu'ils pouvaient désormais incarner une nouvelle et vaste dynamique de recherche :

« le champ est immense : l'histoire de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, du crédit public, des institutions occupe toute une armée de chercheurs [...]. Mais il n'existe jusqu'à présent aucune publication spéciale qui facilite et groupe les efforts. La *Revue d'histoire économique et sociale* essaiera de remplir ce rôle »¹⁰⁹.

De fait, tous nos historiens économistes y publieront dans l'entre-deux-guerres, ainsi que dans la collection d'« Histoire économique » que les mêmes juristes dirigeaient chez le même éditeur : Marcel Rivière.

107. CARON, 1905, p. 271-272.

108. DESCHAMPS et DUBOIS, 1908, p. 2.

109. DESCHAMPS, DUBOIS, DÉPITRE et SCHATZ, 1913, p. 2.

Si l'on récapitule : chaires, thèses, manuels, synthèses collectives, rubriques permanentes de revues, textes programmatiques, revue spécialisée, on constate qu'il n'a manqué à l'histoire économique et sociale aucun des ingrédients nécessaires à la constitution et à l'autonomisation d'un nouveau domaine scientifique. On peut donc affirmer sans crainte que l'histoire économique et sociale est bien née en France dans les années 1890-1914. À la veille de la Première Guerre mondiale, dans son très officiel bilan d'un siècle d'histoire, le peu révolutionnaire Louis Halphen entérinait d'ailleurs consensuellement l'évolution de la discipline :

« il n'est [...] aucun des aspects de la vie d'autrefois dont [les historiens] ne veuillent percer le mystère. L'histoire économique et financière, l'histoire sociale, l'histoire religieuse, l'histoire des mœurs, l'histoire artistique et intellectuelle les attirent autant, sinon plus, que l'histoire politique ou constitutionnelle. Étudier la révolution économique accomplie par l'introduction du machinisme moderne ou examiner dans le détail les transformations subies sur tel ou tel point du globe par une industrie spéciale ; analyser les variations du prix des denrées, du taux des salaires ; tracer le tableau des conflits entre patrons et ouvriers ; déterminer les changements survenus au cours des âges dans le régime foncier ou l'exploitation agricole d'une contrée ; suivre l'évolution des croyances, des rites, des usages juridiques... tels sont, entre mille, quelques spécimens des sujets que nos historiens ne craignent pas aujourd'hui d'aborder »¹¹⁰.

IV. — QUESTIONS GÉNÉRALES

SUR L'ÉMERGENCE DE LA NOUVELLE HISTOIRE EN FRANCE À LA FIN DU XIX^e siècle

Cette étude qui se veut programmatique ne serait pas véritablement achevée si, au-delà des éléments d'analyse du corpus scientifique concerné, nous ne nous interrogeons pas plus largement sur les conditions intellectuelles et sociales qui permirent l'émergence de ce mouvement massif vers une Nouvelle Histoire. Mais, même avant d'en venir à la génération d'historiens formée à la fin du XIX^e siècle, nous voudrions situer cette génération dans l'histoire de l'historiographie française et contester une première discontinuité, non pas en aval mais en amont.

Un chaînon manquant : Fustel de Coulanges.

Si, comme nous croyons l'avoir suffisamment montré, la Nouvelle Histoire est née non pas dans les années 1930 mais à la fin du XIX^e siècle, faut-il simplement déplacer la discontinuité en amont ? Ces nou-

110. HALPHEN, 1914, p. 170.

veaux historiens des années 1890 n'ont-ils eu à leur tour aucun guide, aucun lien avec la génération dite « romantique » qui les a précédés ?

À en croire Langlois, une telle recherche est inutile : « qui a donc, pour ainsi dire, lancé le mouvement qui s'est développé en France depuis un demi-siècle environ ? Personne »¹¹¹. Et Carbonell lui emboîte le pas, concluant notamment que ni Renan, ni Taine, ni Fustel de Coulanges n'ont eu de descendance intellectuelle¹¹². Langlois est une source bien trop partisane pour ne point s'en méfier. Certes, ni Taine ni Renan ne furent jamais véritablement considérés comme des historiens de métier et n'eurent apparemment pas de disciples directs dans ce milieu professionnel (ce qui ne préjuge pas de leur influence qui fut certainement grande). De même Michelet, quoique parfois considéré par certains membres des *Annales* comme un lointain ancêtre et discuté longuement par Febvre dans son cours au Collège de France en 1942 et 1943, n'eut pas directement d'héritiers intellectuels. Si Gabriel Monod se fit son biographe et s'appropriâ son héritage intellectuel, il ne fut pas pour autant un disciple du maître¹¹³. Voulant incarner la profession et ses règles de méthode, il fut même assez sévère avec Michelet : « il ne peut servir de guide ; il faut toujours le contrôler, le rectifier, et très souvent le contredire. Il voit avec une puissance extraordinaire, mais il ne voit pas tout et il ne voit pas souvent juste. Il n'a pas la précision scientifique, la méthode, l'unité de plan et d'idées qui sont nécessaires pour devenir le chef d'une école historique »¹¹⁴. Alors qui ?

Quand on interroge d'abord nos jeunes historiens économistes, plusieurs noms reviennent fréquemment. Émile Levasseur est le vétéran de l'histoire économique en France. Ses textes sur l'histoire des classes ouvrières¹¹⁵ sont considérés comme des points de départ et son œuvre est « une véritable encyclopédie d'histoire économique contemporaine »¹¹⁶, « la synthèse la plus sûre, la plus claire, la plus méthodique que nous possédions »¹¹⁷. D'autre part, le bien oublié Gustave Fagniez, codirecteur de la *Revue historique* jusqu'en 1881, fut l'auteur, en 1877, d'une thèse sur *L'Industrie et les Classes industrielles à Paris aux xiii^e et xiv^e siècles* que beaucoup considéraient comme un travail précurseur et « un modèle à imiter »¹¹⁸. Ni Levasseur ni Fagniez ne furent cependant des maîtres, des référé-

111. LANGLOIS, 1915, p. 82 ; cf. aussi 1902, p. 239.

112. CARBONELL, 1976a, p. 295-323.

113. MONOD, 1875, 1905 ; FAUQUET, 1990, p. 421-423. Monod ne fut d'ailleurs pas non plus un chef d'école intellectuelle mais plutôt un grand organisateur de la discipline, un homme d'institution.

114. MONOD, 1894, p. 180.

115. LEVASSEUR, 1859 et 1867, rééd. 1900-1901 et 1903-1904.

116. MILHAUD, 1908, p. 208.

117. BOISSONNADE, 1902, p. 58.

118. *Ibid.*, p. 61.

rences intellectuelles générales pour nos jeunes nouveaux historiens. De l'accumulation et de la comparaison des témoignages, un seul nom émerge avec certitude malgré les dénégations de Langlois : Fustel de Coulanges.

Fustel a quarante ans lorsque, en 1870, Duruy le nomme professeur à l'École normale. La renommée qu'il va acquérir très vite tient moins à son livre sur *La Cité antique* (1864) qu'aux polémiques qu'il va soutenir contre les historiens allemands au sujet de l'Alsace-Lorraine et de l'origine du féodalisme français¹¹⁹. « Figure patriotique », « autorité morale », Fustel devient vite la référence de la génération d'historiens d'après 1870 :

« Je me rappelle encore l'impression que M. Fustel de Coulanges produisit en 1871 sur ma promotion. [...] L'auteur de la *Cité antique* nous paraissait [...] plus que personne digne de prononcer des oracles, et nous attachions tous une valeur exceptionnelle à ses moindres affirmations. [...] Il avait l'enthousiasme de la foi, j'entends de la foi scientifique, fondée sur des preuves rationnelles. [...] Il se considérait très sincèrement comme un apôtre de la science, et il voyait dans sa chaire un centre de prédication »¹²⁰.

En 1875, Fustel succède à Guizot à l'Académie des sciences morales et politiques et, en 1880, il est nommé directeur de l'École normale. Il est alors au sommet de sa gloire, jusqu'à sa mort, en 1889. Ferdinand Lot racontait à Marc Bloch en 1930 :

« J'ai conservé un souvenir inoubliable de l'enseignement de Fustel [...]. Je puis dire qu'il a décidé de ma vocation historique. J'ai été son disciple avant d'être chartiste. [...] Longtemps j'ai été fanatique de son enseignement et de ses ouvrages. À l'École des chartes, je me disputais avec mes maîtres à son sujet et j'entraînais mes camarades pour l'entendre en 1887 et 1888 »¹²¹.

Fustel « a appliqué sa pénétrante critique, son génie méthodique et clair, son esprit systématique aux études économiques sur le Moyen Âge », remarque Boissonnade¹²². Il est « mon maître », avouait Berr¹²³. Il nous a « ouvert les yeux », dira Sée¹²⁴.

1870-1930 : toujours Fustel. Et ce n'est pas ici le patriote mais bien le promoteur de l'histoire comparée et de l'histoire sociale totale qui en a imposé à ses élèves et à ses biographes :

« il comprend l'histoire avec la même ampleur de vision que Michelet : il le répète, c'est la société tout entière qu'il voudrait faire revivre, dans ses fonc-

119. HARTOG, 1988.

120. GUIRAUD, 1896, p. 86-87, 93.

121. Cité par HARTOG, 1988, p. 208 ; voir aussi PERRIN, 1968, p. 21.

122. BOISSONNADE, 1902, p. 330.

123. BERR, 1908, p. 258.

124. SÉE, 1930, p. 57.

tions publiques comme dans sa vie intime [...]. Comme Michelet, Fustel fait la part la plus restreinte à l'invasion, à la conquête, aux luttes des races ; moins que lui encore, il ne s'inquiète des grands hommes providentiels : voyez comme Jules César et Charlemagne sont relégués dans son histoire »¹²⁵.

Jullian se souvenait des dernières phrases de Fustel sur cette « science pure » que devait être l'histoire infortunément assimilée aux disciplines littéraires¹²⁶. C'est d'une science sociale qu'il s'agissait : « on a inventé depuis quelques années le mot "sociologie". Le mot "histoire" avait le même sens et disait la même chose, du moins pour ceux qui l'entendaient bien. L'histoire est la science des faits sociaux, c'est-à-dire la sociologie même »¹²⁷. Avec Fustel, l'histoire événementielle et strictement politique est clairement écartée :

« les institutions ne sont jamais l'œuvre de la volonté d'un homme ; la volonté même de tout un peuple ne suffit pas à les créer. Les faits humains qui les engendrent ne sont pas de ceux que les caprices d'une génération puissent changer. Les peuples ne sont pas gouvernés selon qu'il leur plaît de l'être, mais suivant que l'ensemble de leurs intérêts et le fond de leurs opinions exigent qu'ils le soient »¹²⁸.

Une société est un véritable « organisme social » où « tout se tient »¹²⁹. Ce sont donc des structures qu'il faut reconstruire et non des faits qu'il faudrait simplement raconter :

« l'histoire ne consiste pas à raconter avec agrément ou à disserter avec profondeur. Elle consiste, comme toute science, à constater des faits, à les analyser, à les rapprocher, à en marquer le lien. » Certes, « l'histoire se compose d'une multitude infinie de petits faits ; mais le petit fait, à lui seul, n'est pas l'histoire. [...] Ériger en règle absolue qu'elle doit s'interdire la recherche de lois générales, c'est aller contre le vrai but de la science. Rejeter systématiquement le lien des faits est un système aussi, et n'est pas le moins dangereux de tous les systèmes. S'il prévalait, l'histoire cesserait d'être une science et ne serait qu'une curiosité »¹³⁰.

Enfin, Fustel est bien la figure emblématique des nouveaux historiens en ce qu'il a mis l'accent sur le poids des structures économiques et tout particulièrement sur le régime de la propriété :

125. JULLIAN, 1897, p. CXXI-CXXII.

126. FUSTEL DE COULANGES, 1879b, p. 747, et 1888, p. 32.

127. FUSTEL DE COULANGES, 1889, p. IV-V.

128. FUSTEL DE COULANGES, 1891a, p. XII.

129. FUSTEL DE COULANGES, 1891b, p. 277.

130. FUSTEL DE COULANGES, 1888, p. 32, et 1879b, p. 746-747.

« en tout temps et en tout pays, la manière dont le sol a été possédé a été l'un des éléments principaux de l'état social et politique. [...] les hommes diffèrent entre eux de ce point surtout qu'ils sont ou qu'ils ne sont point propriétaires du sol. [...] La propriété et la tenure déterminent donc des distinctions sociales, et celles-ci à leur tour déterminent des institutions politiques. Aussi arrive-t-il qu'à chaque système de propriété et de tenure correspond un système de société et de gouvernement »¹³¹.

On comprend que ses jeunes auditeurs, marqués par la diffusion des idées socialistes dans les années 1885-1900, aient trouvé ici encore un maître (même si lui-même, comme beaucoup d'hommes de sa génération, ne se reconnaissait pas dans ce nouveau socialisme). Nous tenons là, à coup sûr, un de ces « chaînons manquants » qui relie la génération romantique à celle du tournant du siècle sur laquelle il nous faut conclure.

Une génération normalienne et dreysusarde.

Il faut en effet insister sur le fait que ces « nouveaux historiens » forment à l'évidence une génération, sont issus d'un même milieu de formation et tirent aussi leur identité d'un contexte, d'un environnement intellectuel particulier.

La génération ? En l'espace de vingt ans s'opère une rupture et un renouvellement chez les historiens. Tous les grands maîtres qui dominaient l'histoire depuis les années 1830 disparaissent : Michelet et Guizot en 1874, Thiers en 1877, Louis Blanc en 1882, Henri Martin en 1883, Mignet en 1884, Fustel en 1889, Chéruel en 1891, Renan en 1892, Taine en 1893 et Duruy en 1894. Inversement, tous les noms qui domineront l'histoire à partir de là et jusque dans les années 1930 sont parvenus à majorité entre 1875 et 1895 : Andler, Berr, Bloch, Caron, Halévy, Hauser, Jullian, Guiraud, Glotz, Lanson, Mantoux, Pfister, Sagnac, Sée, Seignobos, etc. C'est bien cette génération qu'on retrouve aux postes de commandement : chaires, directions des revues (*Revue de synthèse historique*¹³², *Revue d'histoire moderne et contemporaine* et *Revue historique* à la mort de Monod) et des grandes collections (« L'évolution de l'humanité », « Peuples et Civilisations », « Histoire générale »).

Le milieu de formation ? La plupart de ceux que nous venons de citer sont passés par l'École normale supérieure dans ces mêmes années. Ce sont ces nouveaux étudiants qu'a suscités la mise en application de l'arrêté de 1877 créant, d'une part, les bourses de licence, d'autre part, des postes de

131. FUSTEL DE COULANGES, 1879b, p. 747.

132. Ici FUGLER, 1985, a étudié les collaborateurs de la revue sur les années 1900-1910 : 70 % ont entre 26 et 45 ans.

chargés de cours et de maîtres de conférence. Les promotions de l'E.N.S. des années 1880 et 1890 ont bénéficié d'une conjoncture extrêmement favorable, beaucoup ont eu très rapidement accès à l'enseignement supérieur : vers 1890, ils occupent déjà 76 % des postes disponibles à la Sorbonne et 63 % dans les universités de province¹³³.

Le contexte intellectuel est bien sûr celui qui se cristallise autour de l'affaire Dreyfus et de la question sociale. Préparée par Lucien Herr, emmenée par des hommes comme Charles Andler et François Simiand, à partir de 1898 l'E.N.S. est tout entière dreyfusarde¹³⁴. Soutenant Giry et Monod, les jeunes historiens ne font pas exception à la règle¹³⁵. Halévy se souvient : « Une voix criait : Durkheim est attaqué ; Seignobos est envahi ! Rassemblement répondait Péguy [...]. Tous sautaient sur leur canne et avec lui filait à la Sorbonne »¹³⁶. Une génération d'intellectuels est née dans les couloirs de l'E.N.S. et de la Sorbonne. Quant au socialisme, il n'est pas loin. Pour beaucoup, il était déjà un prolongement normal de l'action intellectuelle et, en particulier, de la science sociale¹³⁷.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Vie des institutions (chaires, écoles, section, etc.), monographies de revues et de sociétés, biographies et reconstitution des réseaux intellectuels, état des questionnements, des méthodologies et des élaborations théoriques, etc., l'histoire de l'historiographie française est encore largement à faire. Au moins espérons-nous avoir réussi, d'une part, à déconstruire plusieurs raisons de l'insuffisance de l'état actuel des recherches et à suggérer en retour de nombreuses pistes à explorer, d'autre part, à établir dès à présent que c'est à la fin du XIX^e siècle qu'ont été portées au grand jour les questions qui hantent depuis lors l'épistémologie historique : les grands hommes et les masses ? le politique et le socio-économique ? l'événement et la structure ? etc. Au-delà des modes, au-delà des querelles de générations, au-delà des allers et retours qui, par la suite, rythmeront la vie scientifique et plus largement la vie intellectuelle, c'est cette époque qui a vu se cristalliser un mouvement de fond qui les dépasse : l'aspiration à une histoire capable d'intégrer l'apport théorique et méthodologique des sciences sociales pour mieux comprendre le passé.

133. KARADY, 1983 ; CHARLE, 1989.

134. SMITH, 1973 ; CHARLE, 1990.

135. REBÉRIOUX, 1976 ; GÉRARD, 1976 ; JOLY, 1989.

136. REBÉRIOUX, 1975, p. 20.

137. PROCHASSON, 1989 et 1992.

Si cet ancrage de l'histoire dans les sciences sociales date des années 1885-1914, comment dès lors situer l'arrivée des *Annales d'histoire économique et sociale* en 1929? Inévitable question. Pour y répondre, il faut d'abord écarter l'idée de rupture qui, nous le suggérons déjà dans notre introduction, doit beaucoup d'abord à la personnalité ombrageuse et à la dureté des jugements de Lucien Febvre, puis au mythe du père fondateur isolé qu'ont construit les *Annales* après la guerre. En occultant l'histoire comparée de Sée et en dédaignant les travaux pourtant précurseurs de Hauser sur le capitalisme¹³⁸, en démolissant « l'histoire-tableau » du vieux Boissonnade et, plus généralement, en affirmant avoir créé les *Annales* « pour combattre, de toutes nos forces, une certaine façon de concevoir et de faire l'histoire économique »¹³⁹, en éclipsant Berr et en allant se chercher pour seul père un historien étranger : Pirenne¹⁴⁰, en allant même jusqu'à critiquer le « schématisme » et le « sociologisme » de son propre associé Marc Bloch¹⁴¹, Febvre a manifestement tout fait pour se poser en fondateur exclusif de l'histoire¹⁴².

Toutefois, en 1929, s'adressant à leurs collègues, Bloch et Febvre ne peuvent se montrer trop ingrats :

« Encore un périodique, et qui plus est, un périodique d'histoire économique et sociale? Certes, nous le savons, notre revue, dans la production française, européenne ou mondiale, ne vient pas la première. Nous croyons pourtant que, à côté de ses glorieuses aînées, elle aura sa place marquée au soleil. Elle s'inspire de leurs exemples, mais elle apporte un esprit qui lui est propre »¹⁴³.

Les « glorieuses aînées », nous les connaissons à présent. Quant à cet « esprit propre », il consistait dans l'alliance revendiquée des historiens avec les sociologues et les économistes. Or, nous l'avons vu, cette alliance elle-même était déjà appelée de leurs vœux par leurs prédécesseurs. On

138. FEBVRE, 1922.

139. FEBVRE, 1933b, p. 275-276.

140. FEBVRE, 1922, 1935. D'après BRAUDEL, 1964, p. 24, les rapports entre Berr et Febvre étaient « la sempiternelle opposition du Père et du Fils ». Cependant, depuis le recrutement de Febvre dans la *Revue de synthèse historique* en 1906 jusqu'à ses multiples entreprises institutionnelles dans les années 20 et 30, Berr a presque toujours associé son cadet, cf. GEMELLI, 1987, PLUET-DESPATIN, 1992, mais Febvre a attendu bien longtemps pour reconnaître sa dette, cf. FEBVRE, 1952.

141. FEBVRE, 1941b, p. 125.

142. On ne peut pas en dire autant de Marc Bloch qui fut surtout influencé par la sociologie durkheimienne et ne s'en cachait pas, cf. RHODES, 1978. Au reste, le projet des *Annales* est à l'origine le fait de Lucien Febvre qui, « depuis trois ou quatre ans », voulait fonder « une revue internationale d'histoire économique » avec Pirenne. Febvre ne relança Bloch qu'après l'échec de l'entreprise belge, cf. FEBVRE, 1935.

143. BLOCH et FEBVRE, 1929, p. 1.

peut seulement dire qu'elle était encore rarement réalisée. Par conséquent, il faut concevoir « une réalité historiographique plus évolutive » et replacer la naissance des *Annales* dans une plus longue durée¹⁴⁴. Pour répondre à la fameuse question, nous dirons donc qu'en 1929 il n'y eut pas rupture ou discontinuité mais relance, accélération, changement de vitesse dans une direction déjà marquée.

Pour conclure, je voudrais revenir sur les questions de méthode historique, et en particulier, sur la périodisation. En effet, on peut observer que les années 1890 ne constituent pas non plus un commencement absolu au plan intellectuel. Les ambitions des historiens romantiques, tels Guizot, Thierry et Michelet, ont survécu à travers des hommes comme Fustel de Coulanges qui, lui-même, a formé une partie de la nouvelle génération. Dès lors, où placer les ruptures en histoire des sciences ? Sans doute, les différentes phases d'institutionnalisation permettent-elles de périodiser globalement l'histoire d'une discipline (et les années 1890 apparaissent alors comme un moment fort d'expansion sociale et intellectuelle de l'histoire). Sans doute, les auteurs et groupes d'auteurs qui rivalisent en son sein introduisent-ils à leur tour des dynamiques intellectuelles qui rythment ces suites (et la fondation des *Annales* inaugure incontestablement une de ces dynamiques — que prolongera d'ailleurs, après guerre, une expansion institutionnelle). Sans doute, enfin, le phénomène générationnel influe-t-il à son tour sur ces dynamiques intellectuelles et sociales en accentuant le sentiment de rupture ou simplement de nouveauté. Mais, au plan culturel le plus large, les périodisations sont bien plus floues et plus vastes. En l'occurrence, l'aspiration à faire de l'histoire une véritable science humaine, s'inspirant de ses voisines, pourrait bien être une constante de l'historiographie française depuis les années 1820-1830 au moins. Au-delà de la critique de la mémoire reconstruite dans l'héroïsation abusive des fondateurs, ce n'est donc pas décourager ce dialogue que de montrer qu'il est une donnée constante et même constitutive de la discipline historique.

Laurent MUCCHIELLI,
Centre Alexandre-Koyré,
57, rue Cuvier,
75005 Paris
(juin 1993).

144. MONZANI, 1988, p. 514.

BIBLIOGRAPHIE

A.H.E.S. = *Annales d'histoire économique et sociale*
 A.S. = *Année sociologique*
 B.S.F.P. = *Bulletin de la Société française de philosophie*
 R.H. = *Revue historique*
 R.H.E.S. = *Revue d'histoire économique et sociale*
 R.H.M.C. = *Revue d'histoire moderne et contemporaine*
 R.I.E. = *Revue internationale de l'enseignement*
 R.M.M. = *Revue de métaphysique et de morale*
 R.S.H. = *Revue de synthèse historique*

- ALLEGRA (Luciano) et TORRE (Angelo), 1977, *La Nascita della storia sociale in Francia. Dalla commune alle Annales*, Turin, Fondazione Luigi Einaudi.
- ANDLER (Charles), 1896a, « Sociologie et démocratie », *R.M.M.*, p. 243-256.
- ANDLER (C.), 1896b, « Réponse aux objections », *R.M.M.*, p. 371-373.
- APFELBAUM (Erika), 1981, « Origines de la psychologie sociale en France », *Revue française de sociologie*, vol. XXII, 3, p. 397-407.
- ARMATTE (Michel), 1991, « Une discipline dans tous ses états : la statistique à travers ses traités (1800-1914) », *Revue de synthèse*, t. CXII, 2, avril-juin, p. 161-206.
- BERR (Henri), 1890, « Essai sur la science de l'histoire, la méthode statistique et la question des grands hommes », *La Nouvelle Revue*, vol. 64, p. 516-527 et 724-746.
- BERR (H.), 1899, *L'Avenir de la Philosophie. Esquisse d'une synthèse des connaissances fondée sur l'histoire*, Paris, Hachette.
- BERR (H.), 1900, « Sur notre programme », *R.S.H.*, t. I, 1, juil.-déc., p. 1-8.
- BERR (H.), 1901, « Une leçon d'ouverture et quelques fragments inédits de Fustel de Coulanges », *R.S.H.*, t. II, 3, juin, p. 241-242.
- BERR (H.), 1902, « Les rapports de l'histoire et des sciences sociales d'après M. Seignobos », *R.S.H.*, t. IV, 3, juin, p. 293-302.
- BERR (H.), 1908, « Progrès de l'histoire au XIX^e siècle. Pages oubliées de A. Chéruel (1833) », *R.S.H.*, t. XVI, 3, juin, p. 257-259.
- BERR (H.), 1910, « Au bout de dix ans », *R.S.H.*, t. XXI, 1, août, p. 1-13.
- BERR (H.), 1919, « Les études historiques et la guerre », *R.S.H.*, t. XXIX, 85-87, août-déc., p. 5-31.
- BERR (H.), 1920, « Un théoricien de l'Histoire. Paul Lacombe, l'homme et l'œuvre », *R.S.H.*, t. XXX, 2-3, avr.-juin, p. 97-143.
- BERR (H.), 1931, « Au bout de trente ans », *Revue de synthèse*, t. I, 1, mars, p. 3-8.

- BERR (H.), 1953, *La Synthèse en histoire. Son rapport avec la synthèse générale*, Paris, Albin Michel, « L'évolution de l'humanité », nouv. éd. revue et mise à jour.
- BESNARD (Philippe), 1979, « La formation de l'équipe de l'Année sociologique », *Revue française de sociologie*, vol. XX, 1, p. 7-31.
- BESNARD (P.), 1986, « L'impérialisme sociologique face à l'histoire », in *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Paris, Éd. du C.N.R.S., p. 27-36.
- BLOCH (Camille), 1900, *Études d'histoire économique de la France (1760-1789)*, Paris, Picard.
- BLOCH (C.), 1908, *L'Assistance et l'État en France à la veille de la Révolution*, Paris, Hachette.
- BLOCH (Marc) et FEBVRE (Lucien), 1929, « À nos lecteurs », *A.H.E.S.*, 1, p. 1-2.
- BLOCH (M.), 1940, *La Société féodale : les classes et le gouvernement des hommes*, Paris, Albin Michel, « L'évolution de l'humanité ».
- BLONDEL (Georges), 1897a, c.r. de LAMPRECHT, 1894-1896, *R.H.*, 2, p. 145-159.
- BLONDEL (G.), 1897b, « Le congrès des historiens allemands à Innsbruck et la science de l'histoire en Allemagne », *R.H.*, 3, p. 323-330.
- BOISSONNADE (Prosper), 1900, *Essai sur l'organisation du travail en Poitou depuis le XI^e siècle jusqu'à la Révolution*, Paris, Champion.
- BOISSONNADE (P.), 1902, « Les études relatives à l'histoire économique de la France au Moyen Âge », *R.S.H.*, t. IV, 3, juin, p. 303-345; t. V, 1, août, p. 43-95, 2, oct., p. 233-238, 3, déc., p. 334-370.
- BOISSONNADE (P.), 1905, « Les études relatives à l'histoire économique de la Révolution française (1789-1804) », *R.S.H.*, t. X, 1, févr., p. 57-74, 2, avr., p. 194-233, 3, juin, p. 343-368; t. XI, 1, août, p. 94-111, 2, oct., p. 205-242, 3, déc., p. 339-367.
- BOISSONNADE (P.), 1912, *Histoire des premiers essais de relations économiques entre la France et l'État prussien pendant le règne de Louis XIV*, Paris, Honoré Champion.
- BOISSONNADE (P.), 1921, *Le Travail dans l'Europe chrétienne au Moyen Âge*, Paris, Alcan.
- BOISSONNADE (P.), 1927, *Le Socialisme d'État. L'industrie et les classes industrielles en France pendant les deux siècles de l'ère moderne*, Paris, Honoré Champion.
- BOISSONNADE (P.), 1932, *Colbert. Le triomphe de l'étatisme, la suprématie industrielle de la France, la dictature du travail*, Paris, Marcel Rivière.
- BOUGLÉ (Célestin), 1896a, « Sociologie et démocratie », *R.M.M.*, p. 115-122.
- BOUGLÉ (C.), 1896b, « Sociologie, psychologie et histoire », *R.M.M.*, p. 362-370.
- BOUGLÉ (C.), 1899, « L'histoire explicative et la sociologie », *R.I.E.*, 1, p. 247-252.
- BOUGLÉ (C.), 1900, « Soutenance de thèse de M. Bouglé », *R.M.M.*, Supplément de janvier, p. 9-18.
- BOUGLÉ (C.), 1902, « La *Revue de synthèse historique* », *A.S.*, t. V, p. 138-140.
- BOURDEAU (Louis), 1888, *L'Histoire et les Historiens. Essai critique sur l'histoire considérée comme une science positive*, Paris, Hachette.
- BOURGIN (Hubert), 1904-1905, « L'histoire économique de la France de 1800 à 1830. État des travaux et questions à traiter », *R.H.M.C.*, p. 22-37.

- BOURGIN (H.), 1905, « Essai sur une forme d'industrie : l'industrie de la boucherie à Paris au XIX^e siècle », *A.S.*, t. VIII, p. 1-117.
- BRAUDEL (Fernand), 1964, « Hommage à Henri Berr », *Revue de synthèse*, t. LXXXV, 35, juil.-sept., p. 17-26.
- BRIAN (Éric), 1989, « Statistique administrative et internationalisme statistique pendant la seconde moitié du XIX^e siècle », *Histoire et Mesure*, t. IV, 3-4, p. 201-224.
- BRISSON (Pierre), 1900, *Histoire du travail et des travailleurs*, Paris, Delegrave.
- BURGUIÈRE (André), 1979, « Histoire d'une histoire : la naissance des *Annales* », *Annales E.S.C.*, 6, p. 1347-1359.
- BURGUIÈRE (A.), 1983, « La notion de "mentalités" chez Marc Bloch et Lucien Febvre : deux conceptions, deux filiations », *Revue de synthèse*, t. CIV, 111-112, juil.-déc., p. 333-348.
- BURGUIÈRE (A.), 1986, « *Annales* », in BURGUIÈRE (A.), éd., *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, Presses universitaires de France.
- CARBONELL (Charles-Olivier), 1976a, *Histoire et Historiens. Une mutation idéologique des historiens français (1865-1885)*, Toulouse, Privat.
- CARBONELL (C.-O.), 1976b, « La naissance de la *Revue historique*. Une revue de combat (1876-1885) », *R.H.*, 518, p. 331-352.
- CARBONELL (Charles-Olivier) et LIVET (Georges), éd., 1983, *Au berceau des Annales*, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse.
- CARON (Pierre) et SAGNAC (Philippe), 1902, *L'État actuel des études d'histoire moderne en France*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition.
- CARON (P.), 1904-1905, « La commission des documents relatifs à la vie économique de la Révolution », *R.H.M.C.*, p. 443-447.
- CARON (P.), 1905, « Des conditions actuelles du travail d'histoire moderne en France », *R.S.H.*, 2, p. 261-274.
- CARON (P.), 1906-1907, « La commission des documents relatifs à la vie économique de la Révolution », *R.H.M.C.*, p. 545-549.
- CEDRONIO (Marisa), éd., 1977, *La Storiografia francese*, Naples.
- CHARLE (Christophe) et DELANGLE (Christophe), 1986, « La campagne électorale de Lucien Febvre au Collège de France », *Histoire de l'éducation*, 34, p. 49-69.
- CHARLE (C.), 1988, « L'élite intellectuelle française et le système universitaire allemand (1880-1900) », in Michel ESPAGNE et Michael WERNER, éd., *Transferts, relations interculturelles dans l'espace franco-allemand, XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris, Éd. Recherche sur les civilisations, p. 345-358.
- CHARLE (C.), 1989, *Les Élités de la République (1880-1900)*, Paris, Minuit.
- CHARLE (C.), 1990, *Naissance des intellectuels (1880-1900)*, Paris, Minuit.
- CHARTIER (Roger), 1983, « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions », *Revue de synthèse*, t. CIV, 111-112, juil.-déc., p. 277-307.
- CHÉRUÉL (Paul), 1908, « Progrès de l'histoire au XIX^e siècle (1833) », *R.S.H.*, t. XVI, 3, juin, p. 259-271.
- CORBIN (Alain), 1983, « La *Revue historique*. Analyse de contenu d'une publication rivale des *Annales* », in C.-O. CARBONELL et G. LIVET, éd., 1983, p. 105-138.
- DE GREEFF (Georges), 1896, *L'Évolution des croyances et des doctrines politiques*, Paris, Alcan.

- DESCHAMPS (Auguste) et DUBOIS (Auguste), 1908, « Programme », *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, vol. I, p. 1-3.
- DESCHAMPS (Auguste), DUBOIS (Auguste), DEPITRE (Edgar) et SCHATZ (Albert), 1913, « Revue d'histoire économique et sociale », *R.H.E.S.*, p. 1-2.
- DESROSIÈRES (Alain), 1985, « Histoire de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », *Revue française de sociologie*, vol. XXVI, 1, p. 277-310.
- DIGEON (Claude), 1959, *La Crise allemande de la pensée française*, Paris, Presses universitaires de France, 2^e éd. 1992.
- DUMOULIN (Olivier), 1983, *Profession historien (1919-1939). Un métier en crise*, Paris, Thèse de l'École des hautes études en sciences sociales.
- DUMOULIN (O.), 1986, « Henri Berr », in A. BURGUIÈRE, éd., *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, Presses universitaires de France, p. 85-86.
- DUMOULIN (O.), 1992, « Histoire et Historiens de droite », in Jean-François SIRINELLI, éd., *Histoire des droites en France*. Vol. 2 : *Cultures*, Paris, Gallimard, p. 327-398.
- DUPÂQUIER (Jacques) et DUPÂQUIER (Michel), 1985, *Histoire de la démographie*, Paris, Perrin.
- DUPONT (Émile), 1901, *La Condition des paysans de la Sénéchaussée de Rennes à la veille de la Révolution*, Paris, Honoré Champion.
- DURKHEIM (Émile), 1895, *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Alcan.
- DURKHEIM (É.), 1897, « Préface », *A.S.*, 1896-1897, vol. I, p. I-VII.
- DURKHEIM (É.), 1902a, c.r. de SEIGNOBOS, 1901, *A.S.*, vol. V, p. 123-127.
- DURKHEIM (É.), 1902b, c.r. de SÉE, 1901, *A.S.*, vol. V, p. 339-342.
- DURKHEIM (É.), 1902c, c.r. de PIRENNE, 1900, *A.S.*, vol. V, p. 567-571.
- DURKHEIM (É.), 1903, c.r. de SALVEMINI, CROCE et SOREL (*Rivista italiana di sociologia*, 1902), *A.S.*, vol. VI, p. 123-125.
- DURKHEIM (É.), 1905, c.r. de GLOTZ, 1904, *A.S.*, vol. VIII, p. 465-472.
- DURKHEIM (É.), 1906a, c.r. de XÉNOPOL, *A.S.*, vol. IX, p. 139-140.
- DURKHEIM (É.), 1906b, c.r. de GUIRAUD, 1904, *A.S.*, vol. IX, p. 398-400.
- DURKHEIM (É.), 1908, « Débat sur l'explication en histoire et en sociologie », *B.S.F.P.*, repris in *Textes*, Paris, Minuit, 1975, vol. 1, p. 199-217.
- DURKHEIM (É.), 1913, c.r. de BERR, 1911, *A.S.*, vol. XII, p. 31-33.
- EHRARD (Jean) et VIALLANEIX (Paul), éd., 1982, *Nos ancêtres les Gaulois*, Clermont-Ferrand, Faculté des lettres et des sciences humaines de Clermont-Ferrand II.
- ESPAGNE (Michel) et WERNER (Michael), 1987, « La construction d'une référence culturelle allemande en France. Genèse et histoire (1750-1914) », *Annales. E.S.C.*, 4, p. 969-992.
- FAGNIEZ (Gustave), 1877, *L'Industrie et les Classes industrielles à Paris aux XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, Vieweg.
- FAGNIEZ (G.), 1898-1900, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce*, Paris, Picard.
- FAUBLÉE (Jacques), 1964, « Henri Berr et l'Année sociologique », *Revue de synthèse*, t. LXXXV, 35, juil.-sept., p. 68-74.
- FAUCONNET (Paul), 1908, « La méthode sociologique appliquée à l'étude des faits économiques. À propos d'un livre récent », *R.S.H.*, t. XVI, 2, avril, p. 181-187.

- FAUQUET (Eric), 1990, *Michelet ou la gloire du professeur d'histoire*, Paris, Cerf.
- FEBVRE (Lucien), 1922, « Une vue d'ensemble sur l'histoire sociale du capitalisme », *Revue des cours et des conférences*, repris in *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1972, p. 330-349.
- FEBVRE (L.), 1933a, « De 1892 à 1933. Examen de conscience d'une histoire et d'un historien », repris in *Combats pour l'histoire*, Paris, Colin, 2^e éd. 1992, p. 3-17.
- FEBVRE (L.), 1933b, « Deux chapitres d'histoire commerciale », *A.H.E.S.*, p. 267-281.
- FEBVRE (L.), 1935, « Henri Pirenne », *A.H.E.S.*, p. 529-530.
- FEBVRE (L.), 1940, « La société féodale : une synthèse critique », *A.H.E.S.*, p. 39-43.
- FEBVRE (L.), 1941a, « Vivre l'histoire. Propos d'initiation », repris in *Combats pour l'histoire*, Paris, Colin, 2^e éd. 1992, p. 18-33.
- FEBVRE (L.), 1941b, c.r. de BLOCH, 1940, *A.H.E.S.*, p. 125-130.
- FEBVRE (L.), 1952, « De la *Revue de synthèse* aux *Annales* : Henri Berr ou un demi-siècle de travail au service de l'histoire », *Annales. E.S.C.*, p. 289-292.
- FEBVRE (L.), 1992, *Michelet et la Renaissance*, Paris, Flammarion.
- FOUILLÉE (Alfred), 1898, *Psychologie du peuple français*, Paris, Alcan.
- FOUILLÉE (A.), 1903, *Esquisse psychologique des peuples européens*, Paris, Alcan.
- FUGLER (Martin), 1985, *Analyse ou synthèse ? La Revue de synthèse historique 1900-1910*, Mémoire de maîtrise, faculté des Sciences historiques de Strasbourg.
- FUSTEL DE COULANGES (Numa), 1864, *La Cité antique. Étude sur le culte, le droit, les institutions de la Grèce et de Rome*, Paris, Durand.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1879a, « De l'enseignement supérieur en Allemagne d'après des rapports récents », *Revue des deux mondes*, vol. 242, p. 813-833.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1879b, « Leçon d'ouverture. Des transformations de la propriété foncière en France du II^e au X^e siècle », *Revue politique et littéraire*, vol. XVI, p. 745-751.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1880, *Étude sur la propriété à Sparte*, Paris, Picard.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1885, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, Paris, Hachette.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1888, *La Monarchie franque*, Paris, Hachette.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1889, *L'Alleu et le domaine rural pendant l'époque mérovingienne*, Paris, Hachette.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1891a, *La Gaule romaine*, Paris, Hachette.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1891b, *Nouvelles recherches sur quelques problèmes d'histoire*, Paris, Hachette.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1893, *Questions historiques*, Paris, Hachette.
- FUSTEL DE COULANGES (N.), 1901, « Leçon d'ouverture (Strasbourg, 1862) », *R.S.H.*, t. II, 3, juin, p. 242-253.
- GEMELLI (Giuliana), 1987, « Communauté intellectuelle et stratégies institutionnelles : Henri Berr et la fondation du Centre international de synthèse », *Revue de synthèse*, t. CVIII, 2, avr.-juin, p. 225-259.

- GÉRARD (Alice), 1976, « Histoire et politique. La *Revue historique* face à l'histoire contemporaine », *R.H.*, 518, p. 407-432.
- GIRY (Arthur), 1877, *Histoire de la ville de Saint-Omer et de ses institutions jusqu'au xiv^e siècle*, Paris, Bibliothèque de l'École pratique des hautes études.
- GIRY (A.), 1881, *Histoire des institutions municipales de Saulis*, Paris, Bibliothèque de l'École pratique des hautes études.
- GLOTZ (Gustave), 1904, *La Solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*, Paris, Fontemoing.
- GLOTZ (G.), 1906, *Études sociales et juridiques sur l'antiquité grecque*, Paris, Hachette.
- GLOTZ (G.), 1907, « Réflexions sur le but et la méthode de l'histoire », *R.I.E.*, t. LIV, p. 481-495.
- GLOTZ (G.), 1920, *Le Travail dans la Grèce ancienne*, Paris, Alcan.
- GLOTZ (G.), 1923, *La Cité égéenne*, Paris, Albin Michel, « L'évolution de l'humanité ».
- GLOTZ (G.), 1928, *La Cité grecque*, Paris, Albin Michel, « L'évolution de l'humanité ».
- GUILLAND (Antoine), 1895, c.f. de LACOMBE, 1894, *R.H.*, 2, p. 408-409.
- GUILLAND (A.), 1899, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*, Paris, Alcan.
- GUILLARD (Achille), 1855, *Éléments de statistique humaine ou démographie comparée... où sont exposés les principes de la science nouvelle et confrontés d'après les documents les plus authentiques, l'état, les mouvements généraux et les progrès de la population dans les pays civilisés*, Paris, Guillaumin.
- GUIRAUD (Paul), 1890, *La Vie privée et la vie publique des grecs*, Paris, Hachette.
- GUIRAUD (P.), 1893, *La Propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine*, Paris, Hachette.
- GUIRAUD (P.), 1896, *Fustel de Coulanges*, Paris, Hachette.
- GUIRAUD (P.), 1900, *La Main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce*, Paris, Alcan.
- GUIRAUD (P.), 1904, *La Propriété primitive à Rome*, Paris, Fontemoing.
- GUIRAUD (P.), 1905, *Études économiques sur l'Antiquité*, Paris, Hachette.
- HALBWACHS (Maurice), 1909, *Les Expropriations et le prix des terrains à Paris (1860-1900)*, Paris, Cornély.
- HALPHEN (Louis), 1914, *L'Histoire en France depuis cent ans*, Paris, Colin.
- HARTOG (François), 1988, *Le xix^e siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges*, Paris, Presses universitaires de France.
- HAUSER (Henri), 1899, *Ouvriers du temps passé (xv^e-xv^e siècles)*, Paris, Alcan.
- HAUSER (H.), 1901, *L'Or*, Paris, Nony.
- HAUSER (H.), 1903, *L'Enseignement des sciences sociales*, Paris, Chevalier-Maresq.
- HAUSER (H.), 1920, *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*, Paris, Alcan.
- HAUSER (H.), 1927, *Les Débuts du capitalisme*, Paris, Alcan.
- HÉRAN (François), 1987, « L'institution démotivée de Fustel de Coulanges à Durkheim et au-delà », *Revue française de sociologie*, vol. XXVII, 1, p. 67-97.

- HÉRAN (F.), 1989, « De *La Cité antique* à la sociologie des institutions », *Revue de synthèse*, t. CX, 3-4, juil.-déc., p. 363-390.
- HUPERT (Georges), 1978, « The *Annales* School before the *Annales* », *Review*, 3-4, p. 215-219.
- JOLY (Bertrand), 1989, *L'École des chartes et l'affaire Dreyfus*, Paris, Bibliothèque de l'École des chartes, vol. 17.
- JULLIAN (Camille), 1897, *Notes sur l'histoire de France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette.
- KANG (Zheng), 1989, *Lieu de savoir social. La Société de statistique de Paris (1860-1914)*, Paris, thèse de l'École des hautes études en sciences sociales.
- KARADY (Victor), 1983, « Les professeurs de la République. Le marché scolaire, les réformes universitaires et les transformations de la fonction professorale à la fin du XIX^e siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 47-48, p. 90-112.
- KARADY (V.), 1986, « De Napoléon à Duruy : les origines et la naissance de l'université contemporaine », in Jacques VERGER, éd., *Histoire des universités en France*, Paris, Privat, p. 261-321.
- KEYLOR (Robert), 1975, *Academy and Community. The Foundation of the French Historical Profession*, Cambridge, Harvard University Press.
- LABROUSSE (Ernest), 1933, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Paris, Dalloz.
- LACOMBE (Paul), 1868, *Petite histoire du peuple français*, Paris, Hachette.
- LACOMBE (P.), 1877, *Petite histoire d'Angleterre*, Paris, Hachette.
- LACOMBE (P.), 1889, *La Famille dans la société romaine*, Paris, Vigot.
- LACOMBE (P.), 1894, *De l'histoire considérée comme science*, Paris, Hachette.
- LAMPRECHT (Karl), 1889, *Étude sur l'état économique de la France pendant la première partie du Moyen Âge*, trad. franç., Paris, Picard.
- LAMPRECHT (K.), 1894-1896, *Deutsche Geschichte*, 5 vol., 2^e éd., Berlin.
- LAMPRECHT (K.), 1900, « La méthode historique en Allemagne », t. I, 1, juil.-déc., p. 21-27.
- LANGLOIS (Charles-Victor) et SEIGNOBOS (Charles), 1898, *Introduction aux études historiques*, Paris, Hachette.
- LANGLOIS (C.-V.), 1900, « L'université de Paris en 1900 », *Revue encyclopédique*, repris in *Questions d'histoire et d'enseignement*, Paris, Hachette, p. 133-153.
- LANGLOIS (C.-V.), 1901, *Manuel de bibliographie historique*, Paris, Alcan.
- LANGLOIS (C.-V.), 1902, « L'histoire en France au XIX^e siècle », *Revue bleue*, repris in *Questions d'histoire et d'enseignement*, Paris, Hachette, p. 209-241.
- LANGLOIS (C.-V.), 1915, « Les études historiques », in *La Science française*, vol. 2, Paris, Larousse, p. 73-96.
- LE BON (Gustave), 1893, *Les Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, Alcan.
- LE BON (G.), 1895, *Psychologie des foules*, Paris, Alcan.
- LÉCUYER (Bernard-Pierre), 1991, « Singularité des faits et vérités statistiques : à partir de la controverse Simiand-Seignobos », in Jacqueline FELDMAN, Gérard LAGNEAU et Benjamin MATALON, éd., *Moyenne, Milieu, Centre. Histoires et usages*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 275-287.
- LE VAN LEMESLE (Lucette), 1991, « L'institutionnalisation de l'économie politique en France », in Yves BRETON et Michel LUTFALLA, éd., *L'Économie politique en France au XIX^e siècle*, Paris, Economica, p. 355-388.

- LEVASSEUR (Émile), 1889-1891, *Histoire de la population française avant 1789*, 2 vol., Paris, Arthur Rousseau.
- LEVASSEUR (É.), 1900-1901, *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*, 2 vol., 2^e éd., Paris, Arthur Rousseau.
- LEVASSEUR (É.), 1903-1904, *Histoire des classes ouvrières en France de 1789 à nos jours*, 2 vol., 2^e éd., Paris, Arthur Rousseau.
- LEVASSEUR (É.), 1907, *Questions ouvrières et industrielles sous la Troisième République*, Paris, Arthur Rousseau.
- LEVASSEUR (É.), 1911-1912, *Histoire du commerce de la France*, 2 vol., Paris, Arthur Rousseau.
- LOT (Ferdinand), 1901, *Arthur Giry*, Paris, Imprimerie nationale (extrait de *l'Annuaire de l'École pratique des hautes études*).
- LOT (F.), 1903, *Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du x^e siècle*, Paris, Émile Bouillou.
- LOT (F.), 1904, *Fidèles ou vassaux? Essai sur la nature du lien qui unissait les grands vassaux à la Royauté depuis le milieu du ix^e siècle jusqu'à la fin du xif siècle*, Paris, Émile Bouillou.
- LOT (F.), 1921, *La Fin du monde antique et le début du Moyen Âge*, Paris, Albin Michel, « L'évolution de l'humanité ».
- LUKES (Steven), 1973, *Émile Durkheim, his Life and his Work*, Londres, Allen Lane The Penguin Press.
- MANTOUX (Paul), 1903, « Histoire et sociologie », *R.S.H.*, t. VII, 2, oct., p. 121-140.
- MANTOUX (P.), 1906, *La Révolution industrielle au xviii^e siècle. Essai sur le commencement de la grande industrie moderne en Angleterre*, Paris, Hachette.
- MARTIN (Gaston), 1900, *La Grande industrie en France sous le règne de Louis XV*, Paris, Fontemoing.
- MARTIN (G.), 1927, *Histoire économique et financière de la France*, Paris, Plon.
- MILHAUD (Albert), 1908, « Revue générale : la classe ouvrière au xix^e siècle », *R.S.H.*, t. XVII, 2, oct., p. 206-221.
- MOMIGLIANO (A.), 1983, *Problèmes d'historiographie ancienne et moderne*, Paris, Gallimard.
- MONOD (Gabriel), 1875, *Michelet*, Paris, Sandoz.
- MONOD (G.), 1876, « Du progrès des études historiques depuis le xvi^e siècle », *R.H.*, I, p. 1-38.
- MONOD (G.), 1894, *Renan, Taine, Michelet*, Paris, Calmann-Lévy.
- MONOD (G.), 1905, *Jules Michelet. Études sur sa vie et ses œuvres d'après des fragments inédits*, Paris, Hachette.
- MONOD (G.), 1907, « La pédagogie historique à l'École normale en 1888 », *R.I.E.*, vol. 2, p. 199-207.
- MONOD (G.), 1909, « À nos lecteurs », *R.H.*, I, p. 1-12.
- MONZANI (Pierre), 1988, « Du consensus dans l'École historique française », *Revue de synthèse*, t. CIX, 3-4, juil.-déc., p. 511-518.
- MORTET (Charles), 1893, *La Féodalité. Sociologie générale. Histoire des institutions*, Paris, Lamirault.

- MORTET (Charles) et MORTET (Victor), 1894, *La Science de l'histoire*, Paris, Lami-rault.
- MOTTE (Olivier), 1990, *Camille Jullian. Les années de formation*, Paris, École française de Rome, « Coll. de l'École française de Rome », 124.
- MOUGEOLLE (Paul), 1883, *Statistique des civilisations*, Paris, Leroux.
- MOUGEOLLE (P.), 1886, *Les Problèmes de l'histoire*, Paris, Reinwald.
- MUCCHIELLI (Laurent), 1995a, « Heurs et malheurs du durkheimisme. Problèmes historiographiques, enjeux épistémologiques et pédagogiques d'une mémoire disciplinaire : la sociologie », *Politix. Travaux de sciences politiques*, 29, p. 55-79.
- MUCCHIELLI (L.), 1995b, « François Simiand, l'épistémologie durkheimienne, l'ancienne et la nouvelle histoire », in Jean-Claude DEBEIR, Lucien GIARD et Michel ROSIER, éd., *François Simiand, hier et aujourd'hui*, Paris, Les archives contemporaines (sous presse).
- MUCCHIELLI (L.), 1995c, « Pour une lecture historiciste de l'*Introduction aux études historiques* de Langlois et Seignobos », *EspaceTemps*, 57-58 (à paraître).
- NOIRIEL (Gérard), 1990, « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, 1, p. 58-85.
- NORA (Pierre), 1986, « L'histoire de France de Lavis », in P. NORA, dir., *Les Lieux de mémoire*. Vol. 2 : *La Nation*, Paris, Gallimard, p. 317-375.
- PELLOUTIER (F.), 1902, *Histoire des bourses du travail*, Paris, Schleicher.
- PERRIN (Charles-Edmond), 1968, *Un Historien français : Ferdinand Lot*, Genève, Droz.
- PIRENNE (Henri), 1897, « Une polémique historique en Allemagne », *R.H.*, 2, p. 50-57.
- PIRENNE (H.), 1900, *Histoire de la Belgique des origines au commencement du xiv^e siècle*, Bruxelles, Lamertin.
- PIRENNE (H.), 1914, « Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme », *Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*, p. 258-299.
- PIRENNE (H.), 1927, *Les Villes au Moyen Âge : essai d'histoire économique et sociale*, Bruxelles, Lamertin.
- PLUET-DESPATIN (Jacqueline), 1992, « Lucien Febvre et la *Revue de synthèse* », *La revue des revues*, 14, p. 3-7.
- POMIAN (Krzysztof), 1986, « L'heure des *Annales* », in P. NORA, dir., *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, p. 377-429.
- PROCHASSON (Christophe), 1989, « Sur la réception du marxisme en France : le cas Andler (1890-1920) », *Revue de synthèse*, t. CX, 1, janv.-mars, p. 85-108.
- PROCHASSON (C.), 1992, « Histoire intellectuelle/histoire des intellectuels. Le socialisme français au début du xx^e siècle », *R.H.M.C.*, 3, p. 423-448.
- REBÉRIOUX (Madeleine), 1975, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil.
- REBÉRIOUX (M.), 1976, « Histoire, historiens et dreyfusisme », *R.H.*, 518, p. 407-432.
- REBÉRIOUX (M.), 1983, « Le débat de 1903 : historiens et sociologues », in C.-O. CARBONELL et G. LIVET, éd., 1983, p. 219-230.
- REBÉRIOUX (Madeleine) et CANDAR (Gilles), éd., 1994, *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Éditions ouvrières.

- RENARD (Georges), éd., 1912-1921, *Histoire universelle du travail*, 8 vol., Paris, Alcan.
- REVEL (Jacques), 1979, « Histoire et sciences sociales : le paradigme des *Annales* », *Annales. E.S.C.*, 6, p. 1360-1376.
- RHODES (Raymond C.), 1978, « Émile Durkheim and the Historical Thought of Marc Bloch », *Theory and Society*, vol. V, 1, p. 45-73.
- SAGNAC (Pierre), 1898, *La Législation civile de la Révolution française (1789-1804). Étude d'histoire sociale*, Paris, Hachette.
- SAGNAC (P.), 1900-1901, « Bulletin historique. Histoire économique et sociale », *R.H.M.C.*, p. 419-426.
- SAGNAC (P.), 1901-1902, c.r. de DUPONT, 1901, *R.H.M.C.*, p. 666-669.
- SAINT-LÉON (Martin), 1901, *Le Compagnonnage, son histoire, ses coutumes, ses règlements, ses rites*, Paris, Colin.
- SÉE (Henri), 1892, *Louis XI et les villes*, Paris, Hachette.
- SÉE (H.), 1901, *Les Classes rurales et le régime domanial au Moyen Âge*, Paris, Giard et Brière.
- SÉE (H.), 1921, *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris, Giard.
- SÉE (H.), 1925, *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*, Paris, Colin.
- SÉE (H.), 1926, *Les Origines du capitalisme moderne*, Paris, Colin.
- SÉE (H.), 1927a, *Matérialisme historique et interprétation économique de l'histoire*, Paris, Alcan.
- SÉE (H.), 1927b, « Bulletin historique. Histoire économique et sociale », *R.H.*, 2, p. 337-376.
- SÉE (H.), 1928, *Science et philosophie de l'histoire*, Paris, Alcan.
- SÉE (H.), 1929, *Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France depuis les origines jusqu'à la Guerre Mondiale*, Paris, Alcan.
- SEIGNOBOS (Charles), 1898, c.r. de DE GREEFF, 1896, *R.H.*, 1, p. 418.
- SEIGNOBOS (C.), 1901, *La Méthode historique appliquée aux sciences sociales*, Paris, Alcan.
- SEIGNOBOS (C.), 1907, « Les conditions pratiques de la recherche des causes dans le travail historique. Discussion », *B.S.F.P.*, p. 263-309.
- SIEGEL (Martin), 1965, *Science and the Historical Imagination : Patterns of French Historical Thought. 1866-1914*, Ph. D., University of Colombia.
- SIEGEL (M.), 1983, « Henri Berr et la *Revue de synthèse historique* », in C.-O. CARBONELL et G. LIVET, édés, 1983, p. 205-218.
- SIMIAND (François), 1903, « Méthode historique et science sociale », *Revue de synthèse historique*, repris in *Annales. E.S.C.*, 1960, 1, p. 83-119.
- SIMIAND (F.), 1906, « La causalité en histoire », *B.S.F.P.*, 5, p. 245-290.
- SIMIAND (F.), 1907, *Le Salaire des ouvriers des mines de charbon en France. Contribution à une théorie économique du salaire*, Paris, Cornély.
- SIMIAND (F.), 1908, c.r. de MANTOUX, 1906, *A.S.*, vol. X, p. 539-551.
- SIMIAND (F.), 1912, *La Méthode positive en économie politique*, Paris, Alcan.

- SMITH (Robert), 1973, « L'atmosphère politique à l'École normale supérieure à la fin du XIX^e siècle », *R.H.M.C.*, 1, p. 248-268.
- STEINER (Philippe), 1995, « La sociologie économique dans "L'Année sociologique" (1897-1913) », in J.-C. DEBEIR, L. GIARD et M. ROSIER, éd., *François Simiand, hier et aujourd'hui*, Paris, Les archives contemporaines (sous presse).
- TARDE (Gabriel), 1890, *Les Lois de l'imitation*, Paris, Alcan.
- TOURNEUR-AUMONT (Jean-Michel), 1931, *Fustel de Coulanges*, Paris, Boivin.
- VALRAN (Georges), 1899, *Misère et Charité en Provence au XVIII^e siècle. Essai d'histoire sociale*, Paris, Arthur Rousseau.
- VALRAN (G.), 1900, *Assistance et éducation en Provence aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Arthur Rousseau.
- WEISZ (Georges), 1977, « Le corps professoral de l'enseignement supérieur et l'idéologie de la réforme universitaire en France. 1860-1885 », *Revue française de sociologie*, vol. XVIII, 2, p. 201-232.
- WEISZ (G.), 1979, « L'idéologie républicaine et les sciences sociales. Les durkheimiens et la chaire d'histoire d'économie sociale à la Sorbonne », *Revue française de sociologie*, vol. XX, 1, p. 83-112.
- WEISZ (G.), 1983, *The Emergence of Modern Universities in France. 1863-1914*, Princeton, Princeton University Press.
- XÉNOPOL (A.-D.), 1899, *Les Principes fondamentaux de l'histoire*, Paris, Ernest Leroux.
- XÉNOPOL (A.-D.), 1900, « Les faits de succession et les faits de répétition », *R.S.H.*, t. I, 2, oct., p. 121-136.